

INDICES DE LA STABILITÉ ET DE L'ATTRACTIVITÉ EN AFRIQUE

ÉDITION 2021



IAAEA
IASA
index[®]

Indice Amadeus de l'Attractivité Economique en Afrique
Indice Amadeus de la Stabilité en Afrique





INDICES DE LA STABILITÉ ET DE L'ATTRACTIVITÉ EN AFRIQUE

ÉDITION 2021

Traditionnellement annuelle, la publication de la nouvelle édition des Indices a été décalée en 2021 pour mieux analyser et répercuter l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'attractivité et la stabilité des pays africains.

AVANT PROPOS	6
MESURER ET COMPARER LES POLITIQUES SANITAIRES : L'INDICATEUR COMPOSITE DE LA SANTÉ EN AFRIQUE	8
L'INDICATEUR D'ATTRACTIVITÉ	12
DESCRIPTION	14
MÉTHODOLOGIE	16
GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION	17
CLASSEMENT PAR GROUPES D'INDICATEURS	23
SCORE FINAL D'ATTRACTIVITÉ	26
L'INDICATEUR DE STABILITÉ	28
DESCRIPTION	30
MÉTHODOLOGIE	32
GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION	33
CLASSEMENT PAR GROUPES D'INDICATEURS	39
SCORE FINAL DE STABILITÉ	42
FOCUS SUR LES PAYS ATTRACTIFS : LES MEILLEURS PERFORMEURS ET LEUR MODÈLE	44

ANALYSES ET DÉBATS	62
LE REBASAGE DES COMPTES NATIONAUX EN AFRIQUE, UNE RÉÉVALUATION DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE QUI DÉMYSTIFIE LE PIB	64
MESURER LA PERFORMANCE DES SYSTEMES SANITAIRES AFRICAINS : UNE QUESTION VITALE POUR LE DÉVELOPPEMENT	70
VIOLENCE POLITIQUE EN AFRIQUE : POUR UNE LECTURE LOCALISÉE ET CONTEXTUELLE DES VIOLENCES SUR LE CONTINENT	74
FINANCER LE DÉVELOPPEMENT : L'AFRIQUE DE NOUVEAU FACE À LA DETTE ?	78
LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET LES AUTEURS	87



Depuis sa création en 2008, l'Institut Amadeus a pris le parti de faire de l'Afrique l'élément central de ses analyses en faisant le pari que notre continent n'est pas seulement pour le Maroc un creuset identitaire mais surtout le fondement d'une véritable géopolitique Sud-Sud, une nouvelle frontière des relations internationales. Certaines projections sur le Monde ont parfois mené à regarder avec beaucoup d'insistance les pays occidentaux du fait que ces pays possèdent des ressources financières et technologiques dont ne disposent pas encore la majorité des pays africains.

L'ambition des indices d'attractivité et de stabilité de l'Institut Amadeus n'est pas de distinguer les «bons» des «mauvais» élèves ou de dicter une recette de développement à appliquer uniformément sur l'ensemble du continent africain, mais de décrire et de comparer l'avancée de chaque pays africain vers un processus continu d'accumulation et de répartition de capitaux financiers, économiques, culturels et sociaux. Les ressources de l'Afrique, qu'elles soient humaines, minières ou culturelles doivent être toutes entièrement tournées vers la construction d'un processus de développement sur le continent, tout en faisant en sorte que les échanges internationaux dans lesquels s'insèrent les pays africains puissent servir de levier à un meilleur développement. Pour autant il n'existe pas un seul chemin vers le développement mais sans doute une multitude, selon les atouts, les ressources, la géographie ou l'histoire de chaque pays.

Par ailleurs, les indicateurs composant les indices d'attractivité et de stabilité sont des indicateurs mesurés à l'échelle internationale, selon un même référentiel. Ils sont objectifs, partagés par les institutions nationales de chaque pays et par les organismes multinationaux dont ils sont partie prenante. Enfin, la méthodologie de construction des indices composites est transparente et désormais connue: nous n'appliquons de comparaison qu'entre les pays africains et les notations par indicateur traduisent le classement du pays parmi ses pairs, à l'exception naturellement de l'indicateur de vulnérabilité climatique qui indique le degré d'exposition de chacun des pays aux changements climatiques.

En appliquant la même recollection de données plus de 50 séries de données pour chacun des deux indices et les pondérations décrites dans les notes méthodologiques, les classements comparatifs apparaîtront de manière rigoureusement identique.

Ne pas être prescriptif ne signifie pas pour autant ne pas prendre de partis pris et quelques-uns nous paraissent clairs. La stabilité de long terme d'un pays et son attractivité pour les investisseurs nationaux ou internationaux sont deux versants de l'analyse étroitement liés, nous pensons également que la question du risque politique demeure une composante importante dans la prise de décision d'un investisseur étranger ou dans la projection d'un investisseur national. C'est dans ce sens que nous proposons une section «focus pays» pour mettre en valeur notre lecture détaillée des pays ciblés.

Deuxième parti pris, nous avons privilégié dans notre classement des modèles économiques les pays qui ne sont pas dépendants d'une ou deux ressources naturelles, malgré le fait que le développement économique peut tout à fait se construire de ce type d'orientation mono-exportatrice. La question de la diversification et de la maîtrise technologique, donc des ressources humaines et financières, sont bien plus valorisées dans nos classements finaux. Le besoin de développer des chaînes de valeur et d'échanges au sein même du continent est fondamental pour faire croître les opportunités de développement et de travail.

Enfin, le contexte particulier généré par la pandémie mondiale de la sars-COV 2 nous rappelle les dangers qui pèsent encore sur le continent. Être «afroptimiste» ne doit pas nous départir de notre réalisme. Le contrôle de cette pandémie en Afrique est encore incertain. Toutefois, il faut souligner que malgré le fait qu'elle représente 17% de la population mondiale, l'Afrique a reçu seulement 2% des doses de vaccins et que certains pays anticipent d'achever la vaccination de leur population qu'en 2024.

Ainsi, notre Edition 2021 des indices a choisi de se pencher de plus près sur la question des systèmes sanitaires du continent et de leur performance. Nous intégrons désormais dans notre analyse un indice composite sanitaire, conçu dans l'idée de souligner les forces et les faiblesses des politiques publiques africaines dans le domaine.

Dans la perspective d'analyser de manière plus fine et complète les indicateurs sanitaires au niveau africain, l'Institut Amadeus a élaboré avec l'impulsion et le soutien du comité scientifique un indice composite des systèmes sanitaires. A partir de données ouvertes produites par les institutions internationales et des recoupements de données accessibles, l'indice sanitaire permet de restituer une vision comparative des différentes caractéristiques et performances des systèmes sanitaires. L'indice des systèmes de santé en Afrique est principalement intégré comme une sous-composante de l'indice d'attractivité mais nous avons fait le choix d'intégrer son résultat global à l'indice de stabilité, tant l'importance de la qualité des infrastructures sanitaires et sociales joue un rôle important pour les populations.

L'indice composite de la santé propose trois entrées pour comparer les données des systèmes de santé sur le continent : la politique de prévention, les capacités du système sanitaire et l'efficacité des soins cliniques, la gouvernance et l'accessibilité (au sens financier) du système de santé. Ces composantes reprennent et complètent les précédents indicateurs sanitaires utilisés dans l'indice 2019 notamment.

Quelques pays se détachent par la qualité d'ensemble de leur politique sanitaire sur ces trois volets. Les Seychelles, Maurice notamment, mais aussi les pays d'Afrique du Nord affichent des indicateurs d'ensemble clairement supérieurs à une bonne partie des autres pays africains. L'Afrique du Sud souffre d'une politique de prévention tout à fait inégale et des effets des disparités socioéconomiques pour l'accès à son système de santé. Régionalement les pays sahéliens et ceux de la Corne de l'Afrique souffrent de systèmes dont les indicateurs sont beaucoup plus précaires que les autres pays du continent.

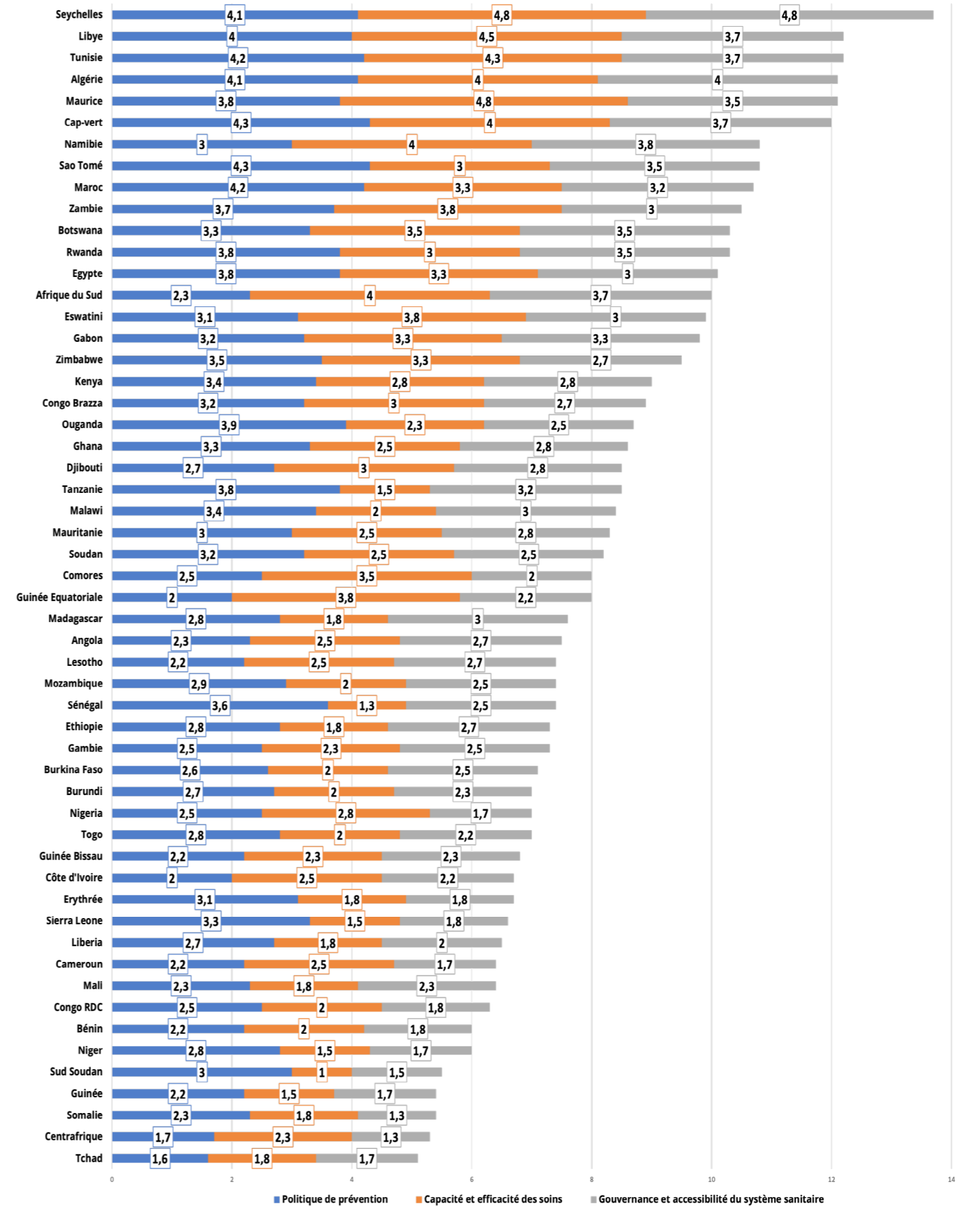
Le Maroc est performant dans les compartiments de l'indicateur concernant la prévention avec notamment des campagnes de vaccination régulières et bien calibrées, une espérance de vie parmi les plus hautes du continent (3ème meilleure espérance de vie et 7ème espérance de vie en bonne santé). Toutefois, le pays connaît des faiblesses structurelles de son système de santé notamment le taux de médecin par habitant relativement bas (9ème taux en Afrique). Le pays a deux fois moins de lits par habitant en unité de soins intensifs que la Tunisie, l'Algérie mais aussi que le Botswana ou la Zambie, trois fois moins que Maurice ou les Seychelles, des pays plus petits. Pourtant, c'est au Maroc que la probabilité de mort par maladies non transmissibles est la plus faible en Afrique. Au niveau de l'équité d'accès aux soins, 1500 lits de réanimation de plus pendant la COVID-19, permettent aujourd'hui au Maroc de rattraper son retard, le taux de reste-à-charge moyen est encore assez haut d'après les statistiques internationales de santé (29ème performance en Afrique), néanmoins le pays a engagé un grand pas vers une couverture universelle de santé notamment avec le programme RAMED donnant gratuitement des soins aux familles ciblées comme les plus démunies (plus de 7 millions de personnes). Le coût de certains soins de santé liés à l'âge ou des maladies par des assurances santé (cancer ou maladies dégénératives) rehausse ce panier moyen de soins à charge de l'utilisateur. La combinaison d'une forte informalité du marché du travail et de l'espérance de vie avancée pose un défi à l'amélioration du système de santé.

	Indicateur	Données traitées	Source
Politique de prévention	Mortalité maternelle et infantile	Taux de mortalité néonatale (nombre de morts pour 1000 naissances) au 1er quintile (le plus pauvre)	UNICEF
		Mortalité infantile après 5 ans	
		% de naissance en sous poids (<2500g)	
	Taux de survie après une maladie chronique non transmissible		OMS
	Programme de vaccination	% vaccination aux grandes maladies épidémiques	OMS
Capacités de traitement	Ressources médicales	Médecins pour 1000 habitants	OMS
		Lits hospitaliers pour 10 000 habitants	OMS
	Centres communautaires de proximité (PHC)	% des gens couverts par un centre communautaire	OMS
	Taux de prises en charge et succès	Taux de survie après sortie	OMS
		Densité de la couverture pour 100 000 habitants : hôpitaux de province	OMS
	Circularité de la prise en charge	% des hospitalisations adressées par les centres de santé communautaires	OMS
Gouvernance	Couverture sanitaire globale	Nombre d'années de vie en bonne santé (DALYS)	OMS
	Financement	Reste à charge	OMS
		Dépense de santé du gouvernement par personne (en USD à parité de pouvoir d'achat)	OMS
		Assurances privées et mutuelle	Données croisées
	Équité et accessibilité	Accessibilité financière des médicaments	OMS

Tableau 1 - Les composantes de l'indice composite de la santé

	Politique de prévention	Capacités et efficacité des soins	Gouvernance et accessibilité du système sanitaire
Afrique du Sud	2,3	4,0	3,7
Algérie	4,1	4,0	4,0
Angola	2,3	2,5	2,7
Bénin	2,2	2,0	1,8
Botswana	3,3	3,5	3,5
Burkina Faso	2,6	2,0	2,5
Burundi	2,7	2,0	2,3
Cameroun	2,2	2,5	1,7
Cap-vert	4,3	4,0	3,7
Centrafrique	1,7	2,3	1,3
Comores	2,5	3,5	2,0
Congo Brazza	3,2	3,0	2,7
Congo RDC	2,5	2,0	1,8
Côte d'Ivoire	2,0	2,5	2,2
Djibouti	2,7	3,0	2,8
Egypte	3,8	3,3	3,0
Erythrée	3,1	1,8	1,8
Eswatini	3,1	3,8	3,0
Ethiopie	2,8	1,8	2,7
Gabon	3,2	3,3	3,3
Ghana	3,3	2,5	2,8
Gambie	2,5	2,3	2,5
Guinée	2,2	1,5	1,7
Guinée Bissau	2,2	2,3	2,3
Guinée Equatoriale	2,0	3,8	2,2
Kenya	3,4	2,8	2,8
Lesotho	2,2	2,5	2,7
Liberia	2,7	1,8	2,0
Libye	4,0	4,5	3,7
Madagascar	2,8	1,8	3,0
Malawi	3,4	2,0	3,0
Mali	2,3	1,8	2,3
Maroc	4,2	3,3	3,2
Maurice	3,8	4,8	3,5
Mauritanie	3,0	2,5	2,8
Mozambique	2,9	2,0	2,5
Namibie	3,0	4,0	3,8
Niger	2,8	1,5	1,7
Nigeria	2,5	2,8	1,7
Ouganda	3,9	2,3	2,5
Rwanda	3,8	3,0	3,5
Sao Tomé	4,3	3,0	3,5
Sénégal	3,6	1,3	2,5
Seychelles	4,1	4,8	4,8
Sierra Leone	3,3	1,5	1,8
Somalie	2,3	1,8	1,3
Soudan	3,2	2,5	2,5
Sud Soudan	3,0	1,0	1,5
Tanzanie	3,8	1,5	3,2
Tchad	1,6	1,8	1,7
Togo	2,8	2,0	2,2
Tunisie	4,2	4,3	3,7
Zambie	3,7	3,8	3,0
Zimbabwe	3,5	3,3	2,7

Tableau 2 - Détails des notations moyennes par composante (5 = note maximale, 1 = note minimale)



L'INDICATEUR D'ATTRACTIVITÉ



L'indicateur africain de l'attractivité économique est un indicateur agrégé qui permet de comparer l'opportunité d'un investissement entre différents pays africains de manière à informer et inciter un investisseur africain ou étranger à envisager favorablement un projet d'acquisition ou de développement dans un pays du continent. L'indicateur prend en compte la recherche par un investisseur non seulement d'un marché cible favorable mais également des capacités de réexportation à partir du pays cible. Il s'adresse donc à un entrepreneur voulant investir le marché local, régional voire international à partir d'un pays africain.

Cet indicateur composite permet d'appréhender le contexte économique, sanitaire, éducatif et social d'un pays à partir de trois niveaux, celui du potentiel du marché intérieur et de la dynamique économique récente de ce pays, celui de l'existence d'une réglementation et d'un écosystème local, y compris en termes de santé publique, favorable à une implantation d'activité d'entreprise, et enfin celui de la disponibilité de facteurs de production capables d'accompagner la croissance de son implantation notamment du point de vue de la qualité des ressources humaines et du système bancaire national. Il prend donc en compte le contexte économique le plus récent et les facteurs structurels qui déterminent la compétitivité du pays.

L'indicateur d'attractivité est un indice relatif, construit sur une méthode de classement des pays du continent entre eux. Il ne vise pas à classer les pays du continent africain par rapport à d'autres économies plus sophistiquées ou plus riches. Il permet à un investisseur intéressé par le continent africain de déterminer quels sont les pays africains qui affichent les performances les plus avancées dans une série d'une trentaine d'indicateurs regroupés en sept sous-groupes et trois grandes catégories.

1 - Le potentiel du marché - pondération 30% de l'indice global

Cet ensemble d'indicateurs et sous indicateurs permet de mettre en évidence les facteurs sous-jacents de la croissance économique, la structuration de la croissance et de la distribution des revenus et l'ouverture du marché cible sur le commerce extérieur et l'investissement étranger.

2 - L'environnement des affaires - pondération 35% de l'indice global

Ce deuxième bloc synthétise la qualité de la régulation institutionnelle et le rôle de l'état pour soutenir le développement de l'entreprenariat et de l'investissement, l'organisation d'un système judiciaire ou d'arbitrage commercial transparent, y compris sur les marchés publics, ainsi que les infrastructures et le système sanitaire mis en place et enfin, les capacités de l'état à prolonger un investissement public important.

3 - La qualité des facteurs productifs à disposition - pondération 35% de l'indice global

Le troisième bloc modélise la performance des facteurs productifs, ce qui permet à un investisseur de comprendre les ressources avec lesquelles il pourra fonctionner au sein du marché d'implantation, la disponibilité et la qualité des financements ou des ressources humaines disponibles, le niveau de formalisation du marché du travail ainsi que la productivité du travail.

Il est construit à partir d'indicateurs clefs et de sous indicateurs dont les valeurs sont reprises de quelques grandes enquêtes internationales de référence, des institutions statistiques nationales et du travail de recherche de données des équipes de l'Institut Amadeus.

L'indicateur n'a pas vocation à modéliser l'ensemble des secteurs et sous-secteurs d'activité économique de chaque pays car leurs régulations peuvent différer fortement d'un secteur à l'autre et des secteurs peuvent bénéficier selon les pays de protection plus ou moins fortes. En revanche, il permet de saisir les orientations des protections publiques en matière d'accueil des financements privés, de juger de la dynamique de constitution d'un marché de classe moyenne et de l'opportunité d'implantation dans un pays pour l'accès à un marché régional plus large.

L'indicateur d'attractivité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standards et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

La méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

L'ensemble des indicateurs forment des valeurs relatives, comparables d'un pays à l'autre sans donner un préjudice à un «petit» pays à l'exception de l'indicateur démographique qui a évidemment une incidence sur la taille du marché cible.

Les notes

- Note 5 - le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - les pays de la 6ème place à la 9ème place
- Note 3,5 - les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - les pays de la 17ème place à la 23ème place
- Note 2,5 - les pays de la 24ème place à la 30ème place
- Note 2 - les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - les pays de la 44ème place à la 50ème place
- Note 1 - les pays classés au-delà de la 50ème place

POTENTIEL ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ CIBLE	Modèle de croissance	15%	Taux de croissance moyen sur 5 années	35%
			Diversification de l'offre exportable	30%
			Ouverture commerciale	15%
			Investissement direct étranger	20%
	Taille, dynamisme et structure du marché intérieur	15%	Taille du marché - population totale	35%
			Urbanisation	25%
			Niveau de vie moyen	25%
			Accumulation brute de capital fixe	15%
RÉGULATION ET RÔLE DE L'ETAT	Indice composite d'évaluation des systèmes sanitaires	10%	Indice d'innovation	5%
			Politique de prévention	45%
			Capacité de traitement	30%
	Environnement des affaires	10%	Gouvernance du système	25%
			Classement d'environnement des affaires	60%
			Insertion des femmes sur le marché de l'emploi	10%
			Qualité de la justice commerciale	10%
			Indice de corruption	10%
	Infrastructure, logistique et mobilité	10%	Accès aux marchés publics	10%
			Infrastructure logistique et connectivité de transport	60%
			Niveau d'accès à internet	20%
	Cadre macroéconomique et environnement régional	10%	Mobilité des nationaux	20%
Solde public primaire			50%	
Niveau de l'investissement public			30%	
Environnement régional et international			10%	
QUALITÉ DES FACTEURS DE PRODUCTION	Qualité, productivité et protection des ressources humaines	15%	Indice composite de stabilité Amadeus*	10%
			Croissance de l'emploi privé et taux d'activité	20%
			Taux de diplômés de l'enseignement supérieur	10%
			Taux brut de scolarisation secondaire	10%
			Part du travail informel	20%
	Système bancaire et financier	15%	Productivité - ressources générées par emploi	40%
			Taux d'intérêt réel	35%
			Crédit au secteur privé en % PIB	30%
			Taux de défaut bancaire	20%
			Développement des financements innovants	15%

INDEX DES INDICATEURS

Taux de croissance moyen sur 5 années : Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut est calculé sur une moyenne de cinq années afin de prendre en compte les effets des prix des matières premières sur la croissance des pays.

Source : données de la Banque Mondiale

Diversification de l'économie : L'indicateur synthétique de référence du FMI sur la diversification économique permet de mesurer le degré de sophistication et de diversification d'une économie. Plus la note du pays est élevée, moins son offre exportable est diversifiée.

Source : Fonds Monétaire International (FMI)

Ouverture commerciale (% des échanges sur le PIB) : Cet indicateur permet de connaître la structure commerciale du pays et son ouverture aux échanges internationaux. Il permet d'avoir une indication sur la disponibilité et coûts des produits d'importation, et la capacité de l'économie à exporter ses produits et son insertion dans l'économie internationale.

Source : données du FMI

Investissement direct étranger : Le niveau d'investissement étranger est calculé en rapport au PIB pour éviter les distorsions entre «grands» et «petits» pays. L'indicateur est lissé sur cinq années afin de restituer la capacité du pays à attirer régulièrement les investissements importants de l'étranger.

Source : données du FMI

Taille du marché - population totale : Indicateur d'importance pour comprendre le potentiel du marché cible, la population totale du pays est néanmoins pondérée par les indicateurs permettant d'identifier la proportion d'urbains, le niveau moyen de vie et la distribution des ressources.

Source : ONU

Urbanisation : L'indicateur d'urbanisation permet de connaître la part des urbains et donc de l'équilibre entre les différentes activités du pays, la concentration et l'attractivité des villes et de donner une idée des transformations sociétales potentiellement en cours, la ville étant le lieu d'accès de produits plus nombreux et mieux distribués, engendrant ainsi des comportements et des modes de vie différents.

Source : ONU

Niveau de vie moyen : Cet indicateur est exprimé en parité de pouvoir d'achat et en USD afin de permettre une comparaison pertinente entre les différents pays.

Source : Banque Mondiale

Accumulation brute de capital fixe : L'accumulation brute de capital fixe permet de mesurer le niveau d'investissement privé dans l'économie nationale. Il s'agit donc d'un indicateur permettant de mesurer le niveau de confiance des entrepreneurs dans le développement du marché intérieur et de mesurer le rythme du rattrapage économique. Le niveau d'investissement a des effets de moyen terme sur le sentier de croissance du pays et sur le développement de l'emploi.

Source : Banque Mondiale

Innovation Output Sub-Index : L'indice d'innovation «global innovation index» est un indice international permettant de percevoir le potentiel d'innovation d'une économie et des perspectives de croissance et de montée en gamme de son économie. L'«innovation output sub-index» est centré sur la création et dépôt de brevets, les services en ligne et la diffusion de la connaissance.

Source : <https://www.globalinnovationindex.org/about-gii#framework>

Indice composite sanitaire : L'indice composite évalue le système sanitaire d'un pays sur trois volets distincts et complémentaires, la politique de prévention, les capacités et qualité de traitement et enfin la gouvernance et l'équité d'accès du système.

Classement doing business de la Banque Mondiale : Le «Doing Business» est le classement de référence de la Banque Mondiale créé sur une méthodologie de terrain permettant de vérifier le cadre réglementaire et légal et le temps requis pour les démarches pratiques pour créer et développer une entreprise dans n'importe quel pays du monde. Actualisé continuellement, l'enquête doing business est un indicateur fiable de l'environnement des affaires sous l'angle spécifique de la création de l'entreprise.

Insertion des femmes sur le marché de l'emploi : L'insertion des femmes sur le marché du travail fait partie intégrante de l'attractivité d'un pays pour les investisseurs en ce qu'il dénote l'insertion de tous les potentiels sur le marché du travail, une structure plus égalitaire et ouverte pour les opportunités économiques.

Source : Organisation internationale du travail

Qualité de la justice commerciale : Critère important pour les décisions d'investissement en cas de contentieux commercial ou autre contentieux à caractère économique, la qualité de la justice commerciale a été établie grâce à des données standards établies par la surpondération d'un critère particulier de l'enquête Doing Business, l'indicateur d'exécution des contrats.

Source : *Doing Business, Banque Mondiale*

Indice de corruption : L'indice de référence de Transparency International qui établit un scoring sur 100 points à partir de données recueillies par sondages et entretiens dans l'ensemble des pays du monde. L'indice de Transparency est un indice de perception de la corruption et non pas une mesure brute, impartiale de la corruption, phénomène par nature invisible mais permet de connaître la perception des acteurs de la société civile notamment les entrepreneurs sur la généralisation des pratiques corruptives dans le fonctionnement social.

Source : *Transparency International*

Accès aux marchés publics : L'indicateur s'appuie sur les données construites par le public procurement index de la Banque Mondiale qui étudie la régulation des marchés publics dans les pays d'intervention. Les marchés publics sont un important levier économique pour les entreprises et pour la saine concurrence. Les règles d'attribution permettent soit d'intégrer un plus grand nombre d'entreprises soit de bâtir un système discriminatoire voire corruptif.

Source : *Banque Mondiale*

Infrastructure logistique et connectivité de transport : L'indicateur de performance logistique est un indicateur international actualisé tous les deux ans, issu d'une enquête sur six volets auprès des grands opérateurs partenaires commerciaux de ces pays. Les thèmes abordés sont les douanes, les infrastructures, le transport international, la qualité de la logistique et la compétence, le suivi et la traçabilité, l'actualité.

Source : <http://tfig.itcilo.org/FR/contents/logistic-performance-index.htm>

Niveau d'accès à internet : L'indicateur d'accès à l'internet est assis sur les données de l'International Telecommunication Union (ITU) regroupant 193 pays membres et 900 opérateurs de télécommunications.

Source : <https://www.itu.int/>

Mobilité des nationaux : Cet indicateur recense le nombre de pays dans lesquels les ressortissants du pays dotés d'un passeport peuvent voyager sans visa. La mobilité potentielle des ressortissants indique tout à la fois leur capacité à s'investir facilement au sein d'une entreprise à vocation commerciale et internationale mais aussi la capacité de leur pays à conclure des accords avec les pays partenaires au bénéfice de la mobilité de ses ressortissants.

Source : *Passport Index*

Solde public primaire : Cet indicateur, déficitaire dans l'ensemble des pays africains - et dans beaucoup de pays dans le monde - permet de juger de l'équilibre entre les dépenses de l'état et ses recettes avant de procéder à des emprunts sur le marché national ou international. Le solde public primaire est lié à la capacité de l'Etat à intervenir dans l'économie et soutenir ses stratégies d'équipement sur le long terme.

Source : *Fonds Monétaire international*

Niveau de l'investissement public : Cet indicateur permet d'affiner l'analyse et avoir des éléments actuels sur le niveau de la dépense publique qui dans les pays africains est très souvent orientée sur les équipements en infrastructures dans une dynamique de rattrapage.

Source : *Fonds Monétaire international*

Environnement régional et international : Cet indicateur composé par l'équipe de l'Institut Amadeus à partir des données de la Banque Africaine de Développement sur l'intégration régionale permet de noter le niveau d'accès à des marchés régionaux ou internationaux à partir de ce pays que ce soit les accords sous régionaux africains ou les accords commerciaux préférentiels ou de libre-échange.

Source : *Banque Africaine de Développement*

Indice composite de stabilité Amadeus * : L'indice de stabilité de l'Institut Amadeus est composé de trois piliers regroupant une série d'indicateurs, le potentiel et dynamique de marché, les vulnérabilités sociales et environnementales et enfin la résilience de l'Etat.

Structure du marché du travail et taux d'activité : Cet indicateur est composé par le taux d'activité des 15-65 ans, de la croissance de l'emploi privé et de la qualité des emplois occupés.

Source : *Organisation internationale du Travail*

Taux de diplômés de l'enseignement supérieur : Cet indicateur permet de connaître la proportion de main d'œuvre mieux formée capable de constituer un vivier de cadres au sein des entreprises et administrations.

Source : *UNESCO*

Taux brut de scolarisation secondaire : Cet indicateur permet de connaître l'avancée des pays vers l'objectif de généralisation du niveau du secondaire qualifiant (niveau bac) pour former une main d'œuvre qualifiée à occuper un emploi productif. A noter que le taux brut prend en compte les redoublements et affiche des valeurs plus élevées que le taux net de scolarisation.

Source : *UNESCO*

* Voir plus loin : *Indice de stabilité Amadeus*

Part du travail informel : Le travail informel très largement répandu sur le continent africain indique une faible productivité des emplois occupés. Particulièrement prédominant dans les économies très rurales et les pays à faible revenu, le travail informel est particulièrement déstructurant pour l'économie et la base fiscale de l'Etat. Quand il est prédominant il indique la faiblesse des emplois qualifiés et donc la faible protection sociale des travailleurs et la moindre circulation des compétences.

Source : Organisation internationale du Travail

Productivité - ressources générées par emploi : Le calcul de la productivité est exprimé en US dollars constants et indique la valeur créée par chaque emploi occupé en se référant à la valeur calculée du PIB et au nombre d'emplois occupés (y compris dans le secteur informel).

Source : Organisation internationale du Travail

Taux d'intérêt réel : Le taux d'intérêt réel est calculé à partir du taux de référence de la banque centrale du pays et de l'indice d'inflation. Il est possible que le taux d'intérêt réel dans un pays soit négatif auquel cas une spirale inflationniste peut contribuer à fragiliser très fortement le système bancaire.

Source : Fonds Monétaire international

Crédit au secteur privé en % PIB : Cet indicateur permet de connaître le développement du système bancaire du pays. Les pays les plus développés peuvent connaître des taux d'encours de crédit au secteur privé dépassant les 100% du PIB.

Source : Banque Mondiale

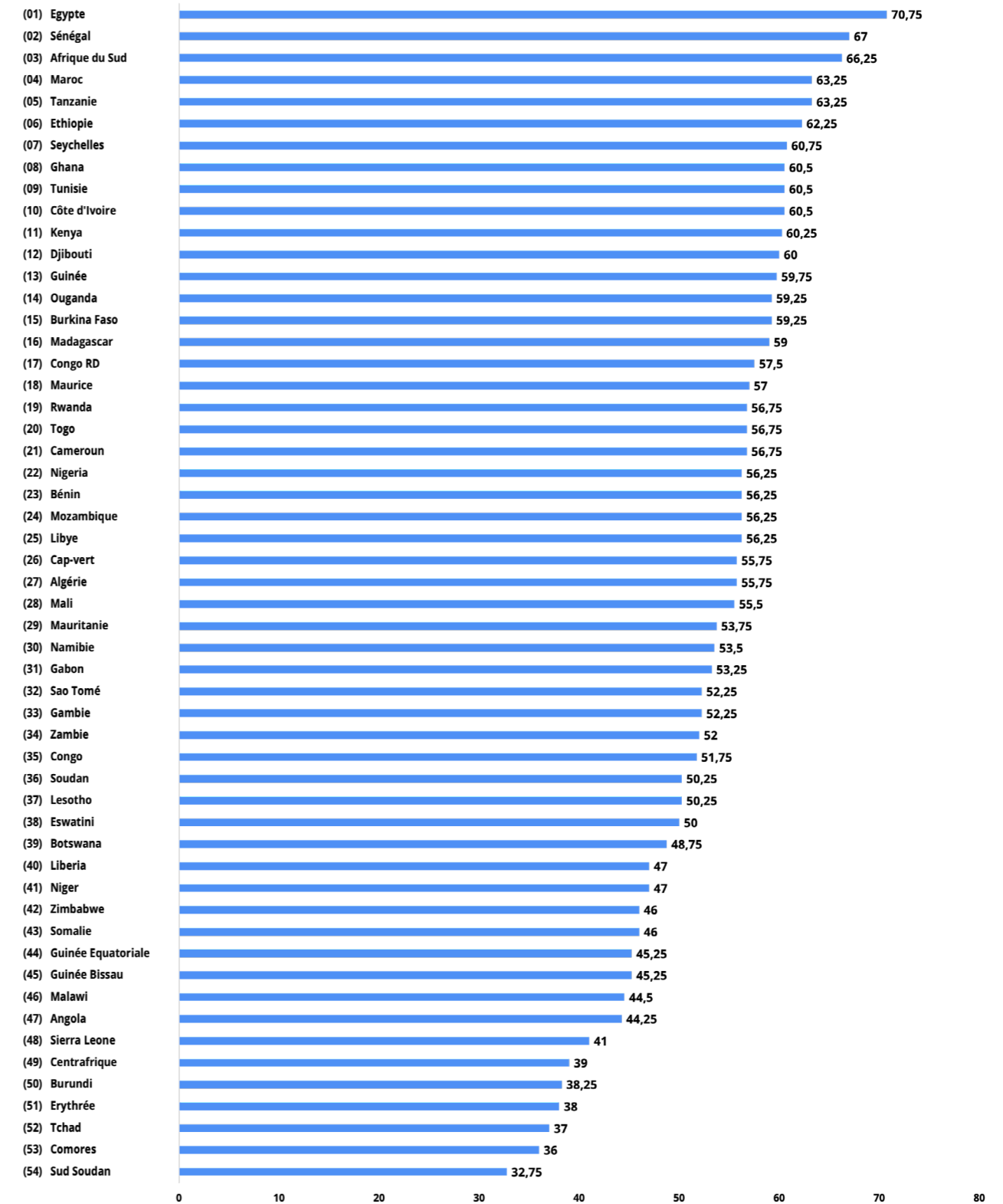
Taux de défaut bancaire : Le taux de défaut bancaire ou «prêts non performants» permet de mesurer la qualité et la santé du marché bancaire dans un pays. Les ratios d'alerte sur cet indicateur se situent au-delà de 5% de prêts non performants sur les encours totaux.

Source : Fonds Monétaire international, banques centrales

Développement des financements innovants : Les financements innovants notamment les financements structurés orientés sur les projets d'adaptation climatique permettent de faciliter l'émergence de projet d'adaptation et d'atténuation sur le continent.

Source : Climate bonds initiative

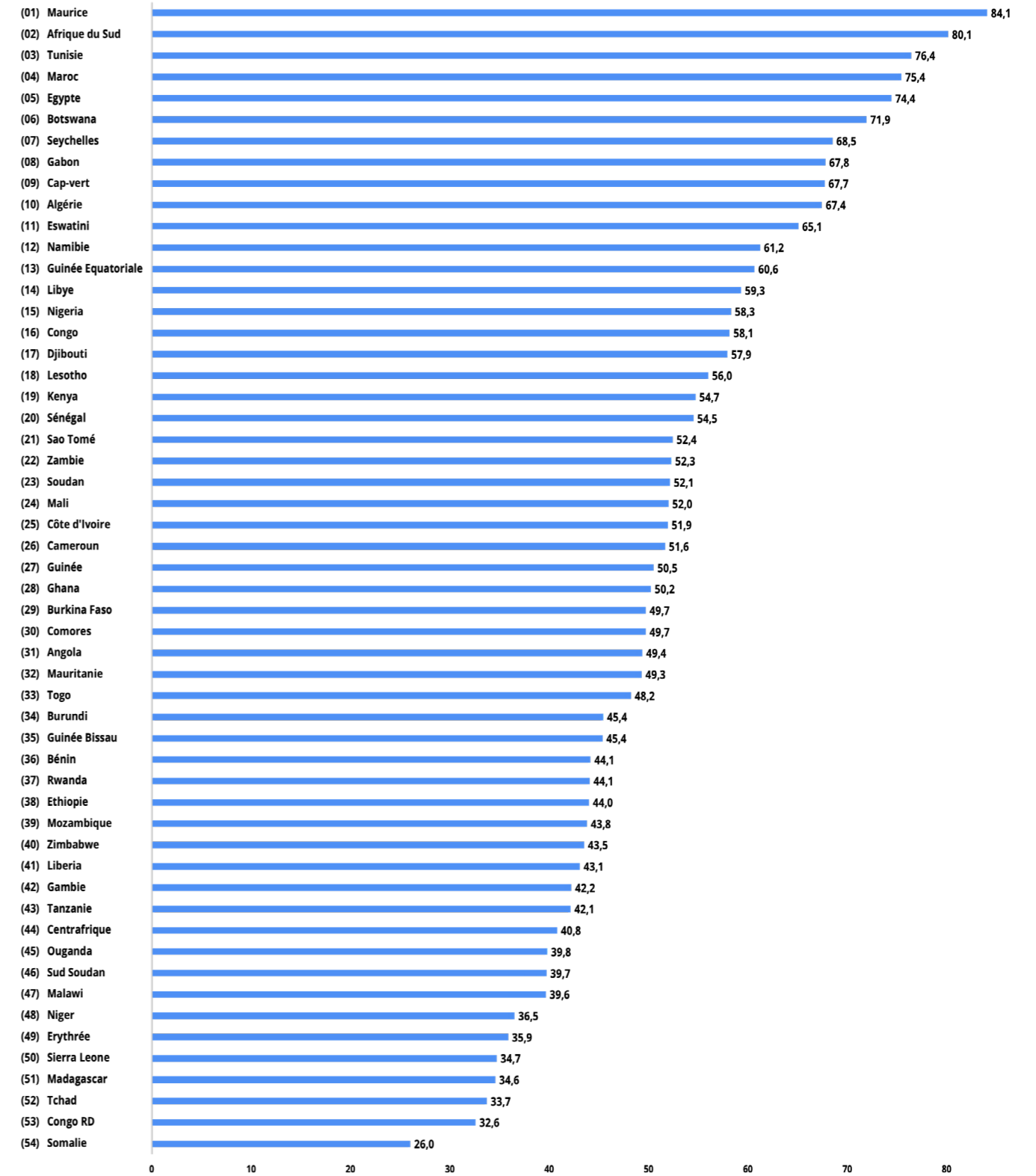
POTENTIEL ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ DOMESTIQUE

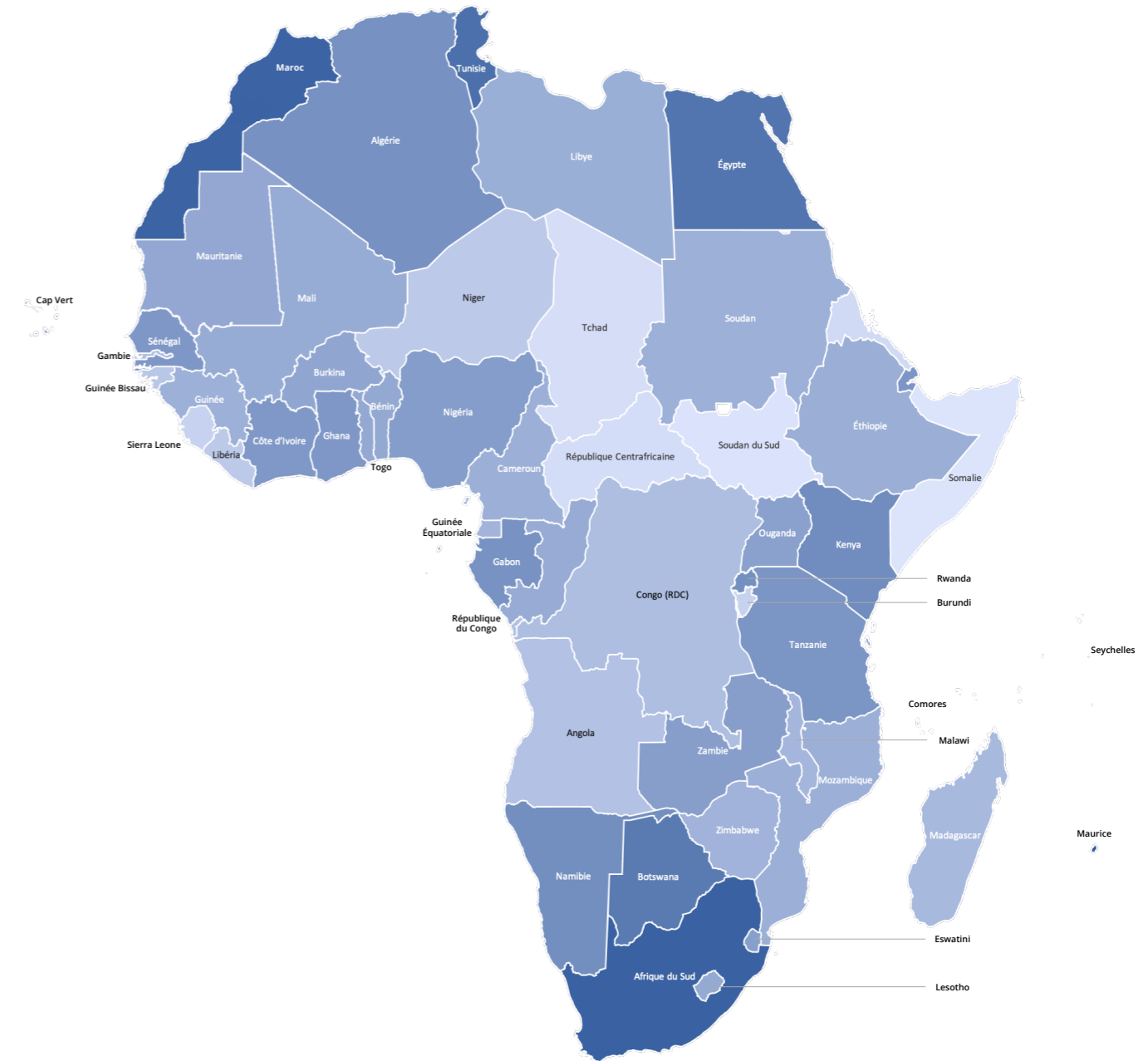
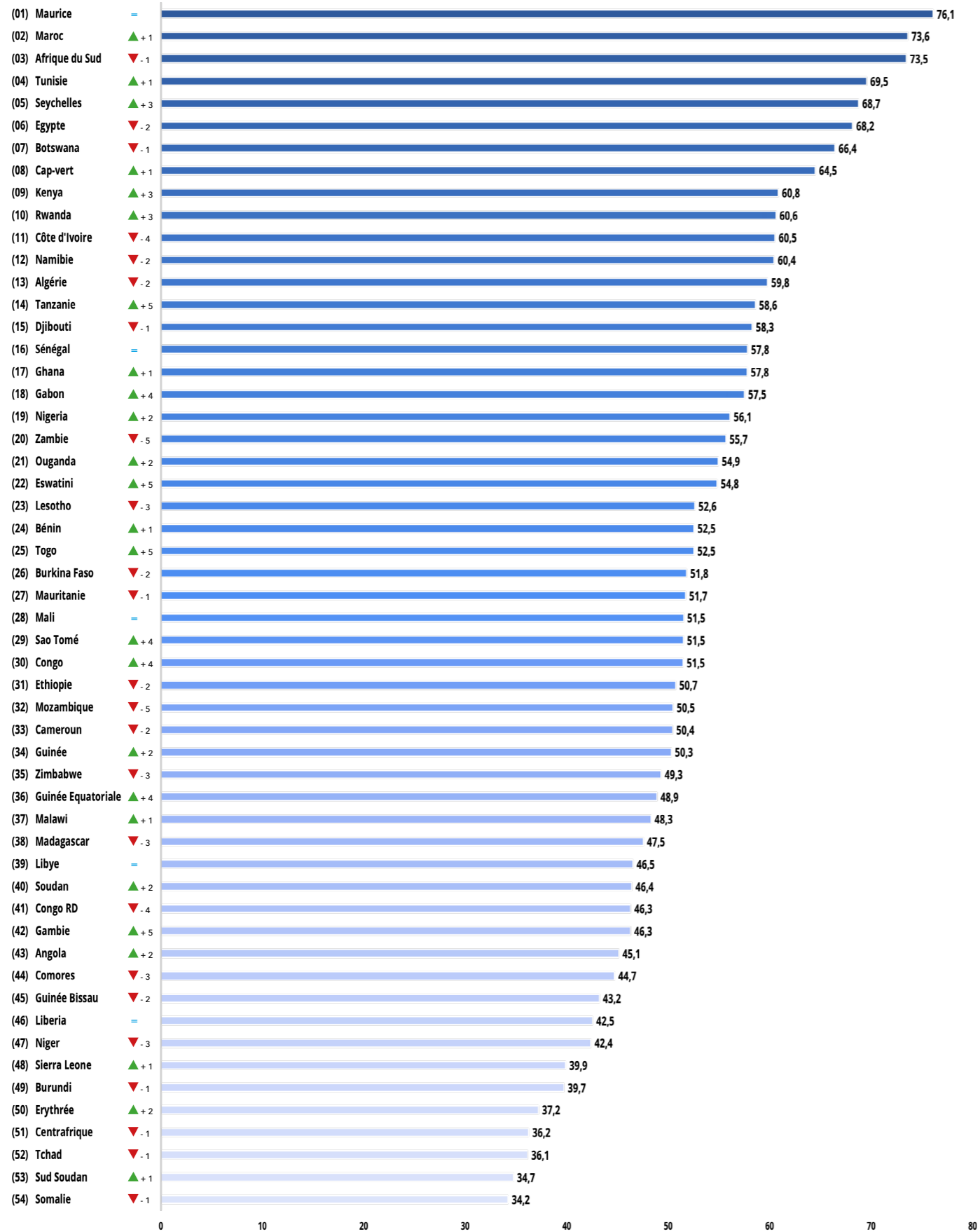


QUALITÉ DE LA RÉGULATION



PRODUCTIVITÉ DES FACTEURS





L'INDICATEUR DE STABILITÉ



Le risque politique et économique en Afrique est souvent mal représenté ou appréhendé. Le continent africain connaît une dynamique de rattrapage économique forte dans certaines régions et pas seulement sous l'effet de la hausse des prix des matières premières. Les investissements sur le continent dont l'investissement étranger ont progressé, l'environnement des affaires s'est amélioré et une classe moyenne se constitue dans les métropoles du continent. Les risques politiques ont changé et les tensions sociales existent bel et bien en Afrique comme ailleurs dans le monde. La dynamique d'amélioration des conditions économiques s'ensuit de nouvelles demandes sociales auxquelles les Etats doivent faire face.

Ce risque politique ne peut se modéliser parfaitement mais l'image de l'Afrique reste trop fragile aux yeux des investisseurs internationaux alors même que la conflictualité armée sur le continent a baissé et que les dissensions politiques ont tendance à se dérouler dans un cadre de plus en plus pacifié. Les modalités d'intervention des institutions financières internationales et des partenaires de développement ont évolué pour permettre aux Etats de conduire de nouveaux projets de développement.

Nous proposons à travers un indicateur de «stabilité», un concept par certains égards ambigu, une décomposition des processus de développement complexes et protéiformes que connaissent les pays du continent pour analyser les forces et faiblesses de chaque pays, toujours dans une approche comparative. Nous définissons la stabilité dans cet indicateur comme la capacité d'un pays à préserver un système politique efficace, légitime et un cadre pacifié de compétition pour le pouvoir tout en analysant les capacités de l'Etat à répondre aux demandes économiques et sociales dans le long terme.

Analyser la capacité à maîtriser un développement continu en faisant face aux contingences, dans un contexte dynamique, nous oblige à décrire la trajectoire des pays, les formes que peuvent prendre les ajustements de leur système politique, leur vulnérabilité aux chocs externes qu'ils soient économiques, sociaux, environnementaux ou politiques.

L'indice de stabilité permet d'appréhender la trajectoire politique d'un Etat dans sa complexité à partir des connaissances partagées par les scientifiques et les institutions productrices de sens et d'analyse telles que les think-tanks. Il comporte trois groupes de critères qui permettent d'articuler les défis politiques et sécuritaires immédiats, les enjeux de vulnérabilité de long terme et les capacités des pays à relever ces défis.

1- Gouvernance et sécurité

Ce groupe de critères pondéré à hauteur de 35% vise à analyser la pérennité des institutions politiques et de capter les assises du pouvoir en termes de légitimité et de ressources politiques afin d'asseoir une autorité de l'Etat sur les groupes politiques et imposer un cadre de compétition pacifié pour l'exercice du pouvoir. Il permet de saisir aussi la capacité du pouvoir politique à intégrer la dissidence ou le dissensus politique par des mécanismes soit d'alternance soit de cooptation politique.

2- Résilience aux vulnérabilités sociales et environnementales

Ce groupe de critères pondéré à 35% permet de situer les défis les plus pressants qui peuvent mener à la fragilisation accélérée de groupes sociaux et aux déstabilisations politiques. Les questions sociales (emploi, services publics) et environnementales mettent sous pression de nombreux Etats africains dans un contexte de distribution inégale des ressources hydriques et de démographie forte. Ces phénomènes conjugués peuvent conduire à une métropolisation mal maîtrisée et des vulnérabilités fortes notamment vis à vis de la sécurité alimentaire et sanitaire.

3- La résilience de l'Etat

Ce groupe de critères pondéré à 30% permet d'évaluer si l'Etat a des marges de manœuvre pour faire face à un choc externe notamment économique qui aggraverait sa situation macroéconomique et le contraindrait à des arbitrages le privant de marges de manœuvre économiques et sociales. Dans ce groupe de critères, le soutien potentiel des institutions financières internationales et des partenaires de développement est pris en compte. En contexte de choc macroéconomique et d'urgence budgétaire, la qualité de négociation de l'Etat avec ces partenaires détermine sa capacité à concilier ses contraintes et obtenir des aides et garanties lors des négociations sous article IV avec le FMI.

L'indicateur de stabilité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standard et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

Selon le même principe que pour l'indice d'attractivité, la méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

Les notes

- Note 5 - le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - les pays de la 6ème place à la 9ème place
- Note 3,5 - les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - les pays de la 17ème place à la 23ème place
- Note 2,5 - les pays de la 24ème place à la 30ème place
- Note 2 - les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - les pays de la 44ème place à la 50ème place
- Note 1 - les pays classés au-delà de la 50ème place

Critère	Composantes	Variable considérée	Source	Pondération des composantes	Pondération du critère
Régulation politique	Nature du régime politique	Libertés civiles et politiques	Democracy index (EUI) + recherche	15%	20%
	Tensions interrégionales et régionales	Formation asymétrique de l'Etat et politiques d'inclusion	Recherche	20%	
	Pacification des mœurs politiques	Démilitarisation des rapports politiques	Recherche	15%	
	Contestation politique	Protestations violentes ou armées	The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)	20 %	
	Capacité d'intégration du régime politique	Renouvellement de l'exécutif par l'alternance négocié	Recherche	20%	
	Capacité de changement (politiques publiques et leur suivi)	Degré de confiance dans les institutions politiques	Afrobarometer	10 %	
Gouvernance sécuritaire	Contrôle politique des forces armées	Historique des coups d'Etat, degré d'autonomie des forces armées	Recherche	20%	15%
	Menaces sécuritaires internes ++	Militarisation et sécessionnisme violent persistant et irréductible	Recherche	30%	
	Sécurité urbaine	Taux de criminalité et efficacité des systèmes de sécurité	WISPI	15%	
	Menaces sécuritaires externes	Existence de menaces de groupes ou d'Etats étrangers et capacité à y répondre	Recherche	25%	
	Accord de défense protecteur	Groupements régionaux médiateurs ou accords avec puissances externes	Recherche	10 %	

Critère	Composantes	Variable considérée	Source	Pondération des composantes	Pondération du critère
Gouvernance du social	Sécurité alimentaire	Part du marché de denrées produites localement	FAO	15%	25%
	Résilience et largeur de l'Etat	% de la base fiscale issu du travail formel (impôt sur le revenu ou richesse)		10 %	
	Urbanisation et accès aux services de base	Taux de couverture eau et électricité		10%	
	Création d'emplois	Emplois créés / nombre de jeunes sortant du système scolaire	Ratio à calculer (Banque Mondiale)	15%	
	Redistribution et subsides sociaux	% du budget d'Etat consacré à la politique sociale	Statistiques nationales / FMI	15%	
	Insertion économique et sociale	% Taux de participation des femmes dans le marché de travail	OIT	15 %	
	Provision et qualité des services sociaux	Degré de confiance dans la qualité des institutions sociales ou non-élues (éducation, justice, santé)	Afrobarometer World values survey	10 %	
	Inégalités économiques	Progression des inégalités	Coefficient de GINI	10%	

Critère	Composantes	Variable considérée	Source	Pondération des composantes	Pondération du critère
Menaces environnementales	Stress hydrique	Source d'eau améliorée, milieu rural (% de la pop. en accès)	Banque Mondiale	50%	10%
		Indicateur de stress hydrique du pays			
	Désertification	DARA monitor index	15%		
	Vulnérabilité sanitaire	Indice composite sanitaire	OMS	10%	
	Pression démographique	Atteinte de la transition démographique (taux de natalité)	OMS - Banque Mondiale	25%	
Crédibilité de l'Etat	Qualité de la gouvernance		Indice Mo Ibrahim	40%	20%
	Soutenabilité de la politique budgétaire	Charge de la dette/dépenses de l'Etat	FMI	20%	
	Espace civique (démocratie participative)	Liberté publique, participation citoyenne et champ d'action de la société civile	CIVICUS	20 %	
	Soutien international	Niveau d'aide publique au développement perçue en % PIB	OCDE (statistiques du CAD)	20%	
	Diversification de l'économie	Taux de dépendance aux deux principaux produits d'export	CNUCED	45%	
Vulnérabilité économique aux chocs externes	Endettement public externe	% de dette externe / PIB	FMI	20%	10%
	Soutenabilité de la politique monétaire	Réserves de change / mois d'importations + garantie autre (ex. zone Franc)	FMI	35%	

INDEX DES INDICATEURS

Typologie du régime politique : L'index de the Economist Intelligence Unit permet de classer des typologies de régime, du plus ouvert ou démocratique au plus autoritaire.
Source : EUI democracy index

Tensions séparatistes et régionalistes : La base de données de ACLED, une donnée de source africaine permet de recenser tous les actes de violences et de protestation politique dans chaque pays africain. Cet indicateur additionne les actes des groupes séparatistes et régionalistes.
Source : ACLED

Contrôle de la violence politique : Cet indicateur de source ACLED additionne les protestations violentes, les émeutes et pénalise lourdement chaque pays dans lequel des incidents mortels ont lieu lors de ces événements.
Source : ACLED

Contestations politiques et sociales : Cet indicateur de source ACLED additionne le nombre de protestations à caractère économique et sociale et pénalise lourdement d'éventuels incidents mortels dans la gestion des manifestations pacifiques.
Source : ACLED

Renouvellement et alternance politique : Cet indicateur représente la longévité des régimes politiques et leur capacité à agréger de nouveaux soutiens partisans ou sociaux.
Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

Contrôle civil des forces armées : Cet indicateur indique le niveau de contrôle de l'autorité politique sur les forces armées. Il reprend l'historique des coups d'Etat et les modes de gouvernance du secteur de la sécurité.
Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

Sécurité urbaine : Cet indice mesure la capacité des institutions gouvernementales à fournir des services de sécurité efficaces et mesure la confiance du public dans ces services, l'indicateur prend en compte le taux de criminalité, le nombre de victimes de crimes violents ainsi que des indicateurs d'efficacité des activités de police.
Source : WISPI

Menaces sécuritaires armées : Cet indicateur de source ACLED additionne les actions violentes et armées entreprises contre les civils ou les forces armées d'un pays.
Source : ACLED

Souveraineté sur la défense : Cet indicateur reprend les contraintes pesant sur la défense de chaque pays à travers la présence de forces armées étrangères, la fragmentation des forces de sécurité et les accords avec des puissances internationales ou régionales.
Source : recherche et analyse, Institut Amadeus

Risque de contagion des conflits : Cet indicateur analyse les risques pesant sur chaque pays par rapport aux pays voisins subissant des attaques de groupes armés organisés.
Source : ACLED et recherche Institut Amadeus

Sécurité alimentaire : Cet indicateur composite reprend le niveau moyen des calories consommées dans chaque pays, les calories d'origine animale ainsi que la dépendance par rapport aux importations alimentaires.
Source : FAO

Redistribution et subsides sociaux : Cet indicateur reprend les statistiques compilées par l'OIT sur le taux de chômage et de sous-emploi des plus de 15ans.
Source : OIT

Redistribution et subsides sociaux : Cet indicateur reprend les données des budgets sociaux de l'Etat par rapport au PIB.
Source : FMI

Insertion des femmes sur le marché du travail : Cet indicateur reprend le taux d'activité des femmes indice sur les structures sociales.
Source : OIT

Chômage des jeunes : Cet indicateur reprend la part des jeunes au sein de la population au chômage permettant de situer les difficultés de l'insertion sociale dans cette catégorie.
Source : OIT

Inégalités : Le GINI analyse le rapport de richesse entre le décile le plus riche d'un pays et le décile le plus pauvre.
Source : GINI index

Stress hydrique : Cet indicateur reprend les données statistiques de consommation de la ressource disponible par rapport à son taux de renouvellement.
Source : données de la Banque mondiale

Vulnérabilité climatique : Cet indicateur a croisé deux sources de données, l'une de long terme, l'index DARA sur les effets des changements climatiques dans chaque pays à l'échéance 2030, l'autre, le «*Climat Risk Index*» qui reprend les coûts des sinistres climatiques en 2019.
Source : DARA Monitor index et Climat Risk Index

Couverture sanitaire et protection sociale : Indicateur composite des systèmes sanitaires de l'Institut Amadeus (voir indice composite sanitaire Amadeus)

Pression démographique : Cet indicateur correspond au taux de fécondité, qui permet de situer l'accroissement naturel de la population et le niveau de pression sur les services sociaux de l'enfance et de l'éducation.

Source : Organisation Mondiale de la Santé

Qualité de la gouvernance : Cet indice permet une approche multidimensionnelle de la gouvernance étatique avec une comparabilité internationale.

Source : Mo Ibrahim index

Soutenabilité de la politique budgétaire : Cet indicateur correspond à la charge des intérêts de la dette sur le niveau des exportations du pays. Cette statistique permet de situer sur le long terme le niveau de soutenabilité de la politique de l'Etat.

Source : FMI

Espace civique - participation démocratique : CIVICUS permet de mesurer l'Etat des libertés publiques et la vivacité du débat public dans chaque pays.

Source : CIVICUS

Surface économique de l'Etat : Cet indicateur correspond au poids du budget de l'Etat en % du PIB.

Source : FMI

Aide publique au développement : Cet indicateur correspond au niveau d'aide internationale au développement pour un pays en % de son PIB. L'aide internationale est un indice du soutien et de la crédibilité dont le pays bénéficie envers des bailleurs internationaux et multilatéraux. De plus APD permet d'engager et financer des réformes de structure pour l'Etat.

Source : OCDE

Diversification du profil des exports : Cet indicateur mesure le niveau de dépendance des exportations du pays aux deux principaux produits d'exportation.

Source : INTRACEN, agence OMC-ONU

Mouvements migratoires : Cet indicateur permet de mesurer le nombre d'exilés au sein d'un pays et de comprendre son niveau d'exposition aux crises dans les pays environnants.

Source : UNHCR

Maîtrise de l'endettement public : Cet indicateur exprime la différence entre l'indice des prix de l'année courante et celui de l'année précédente.

Source : FMI

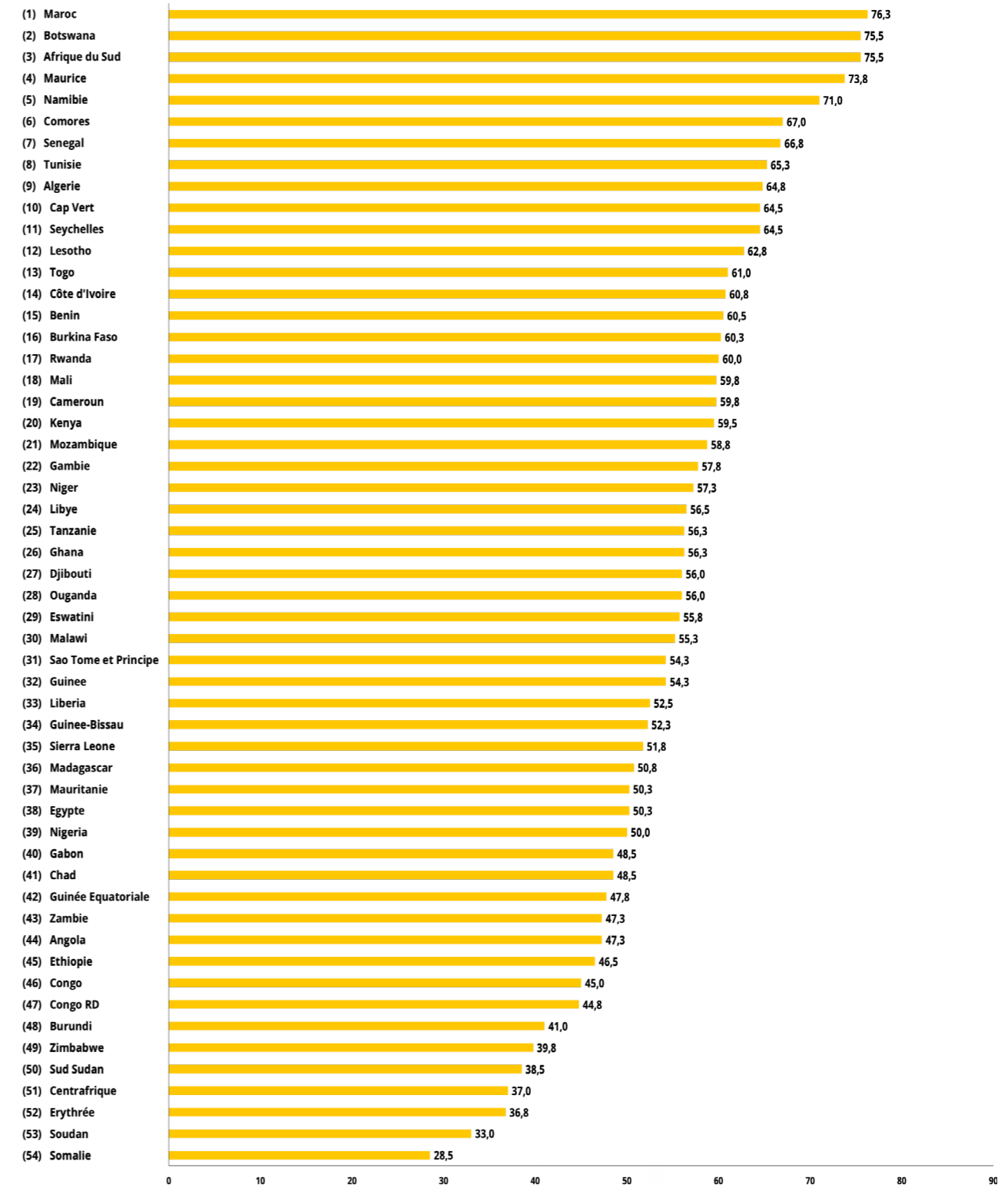
Inflation moyenne : Cet indicateur correspond au niveau de dette de l'Etat en % du PIB.

Source : FMI

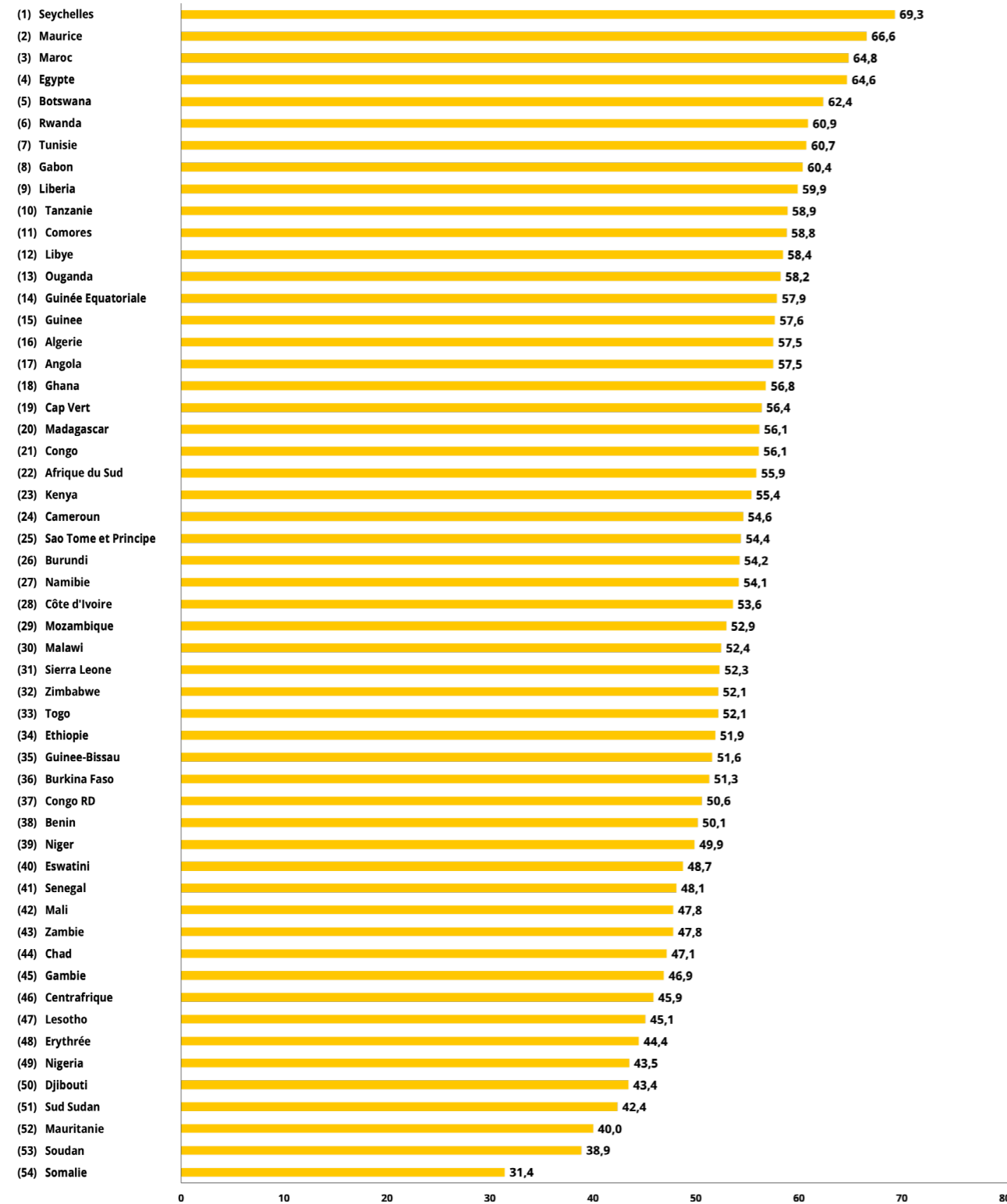
Couverture du risque de change : Cet indicateur correspond au nombre de mois d'importation couverts par les réserves de change du pays. Il permet de comprendre la pression immédiate qui peut se produire sur le niveau de la monnaie du pays et donc des risques de dévaluation.

Source : FMI

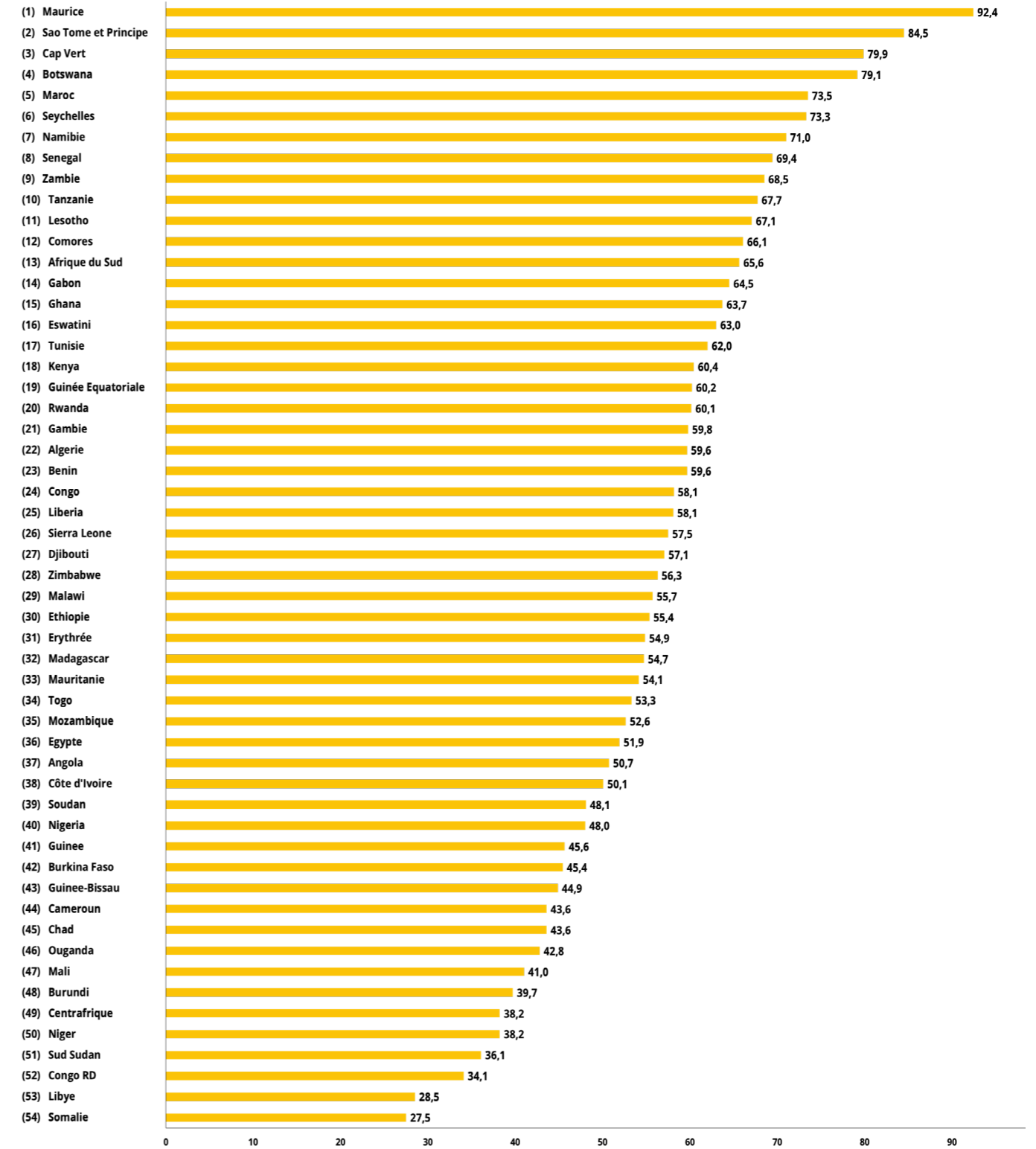
RÉSILIENCE DE L'ETAT

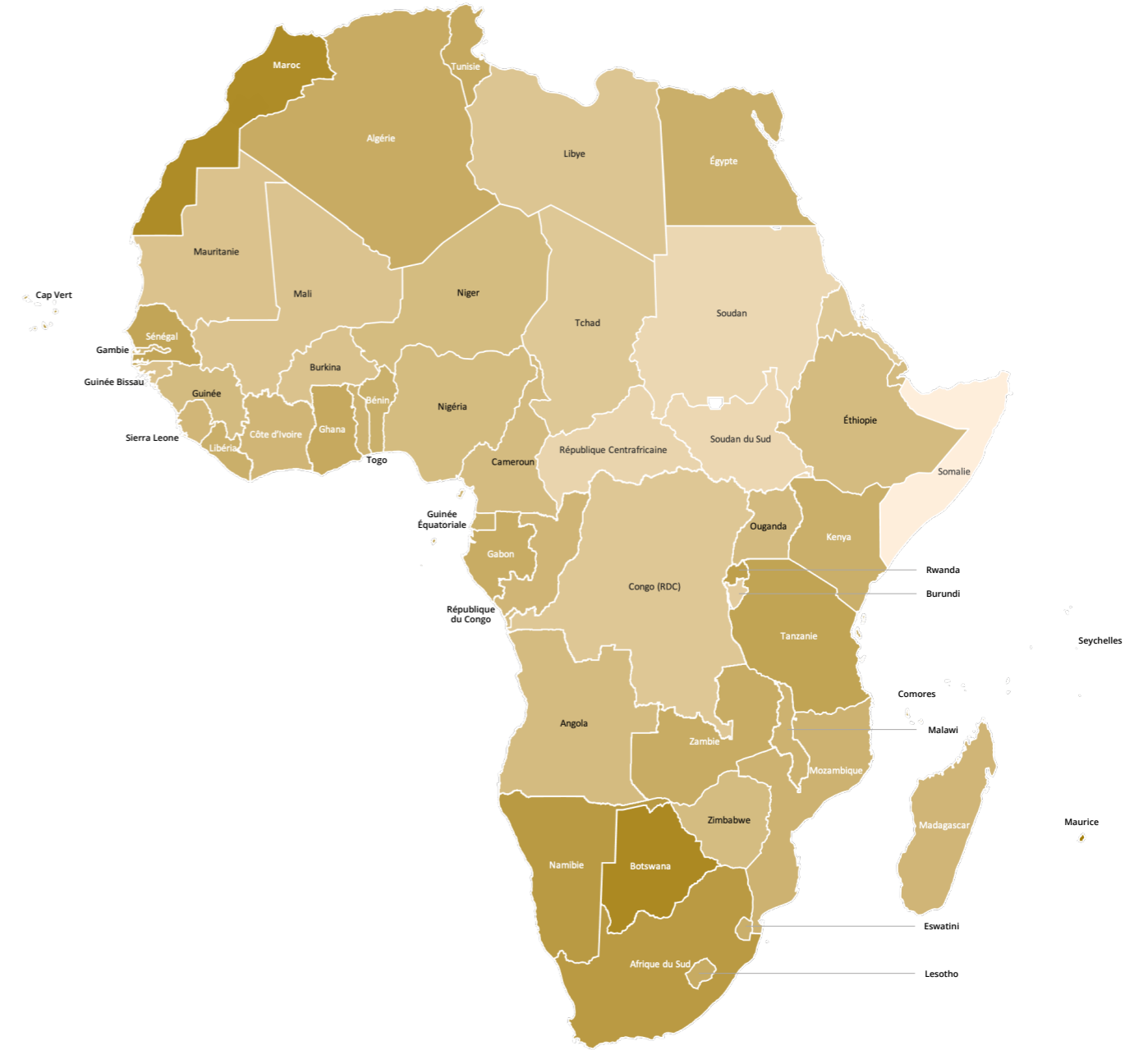
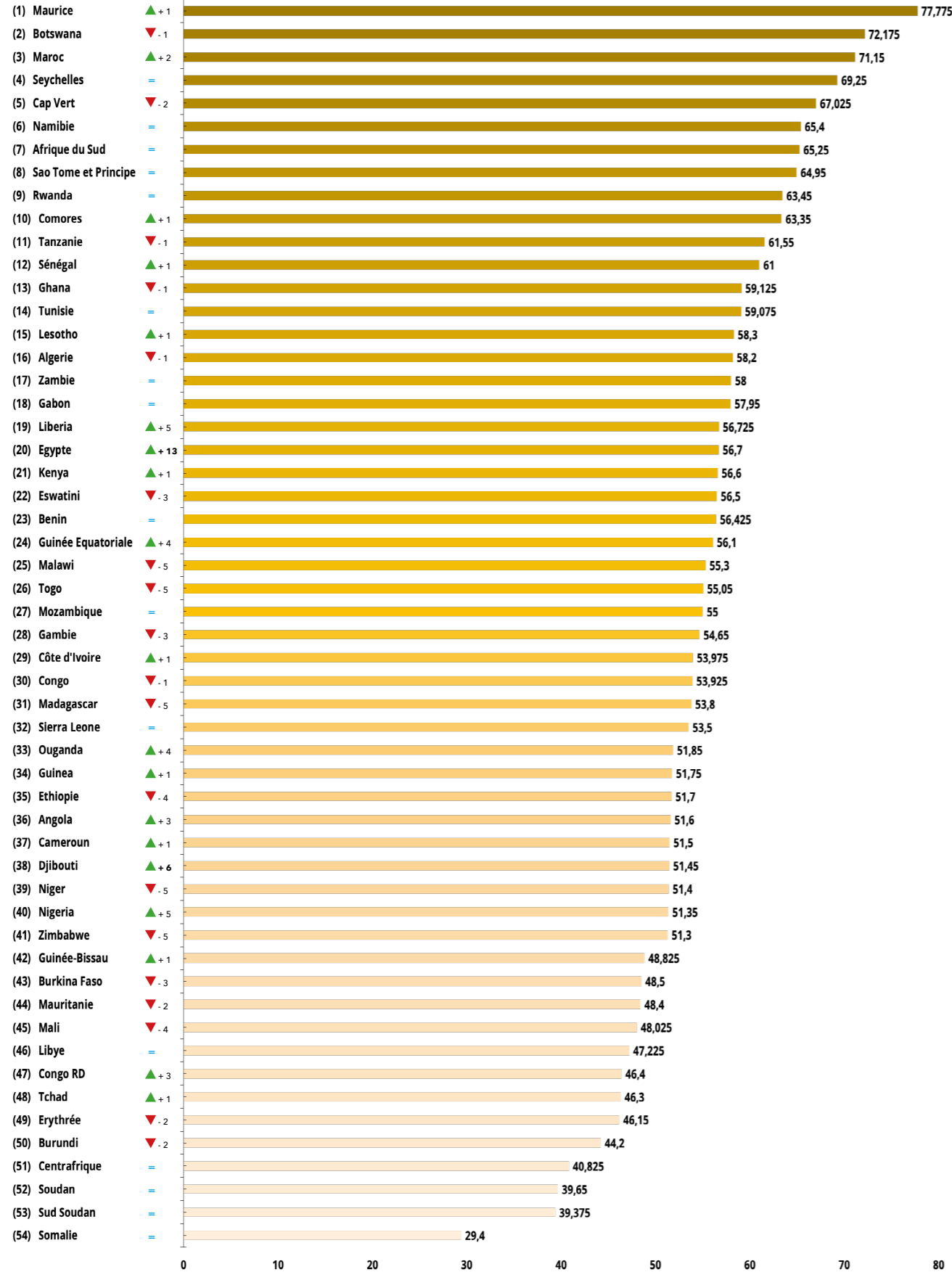


RÉSILIENCE FACE AUX VULNÉRABILITÉS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES



GOVERNANCE ET SÉCURITÉ





FOCUS SUR LES PAYS ATTRACTIFS : LES MEILLEURS PERFORMEURS ET LEUR MODÈLE



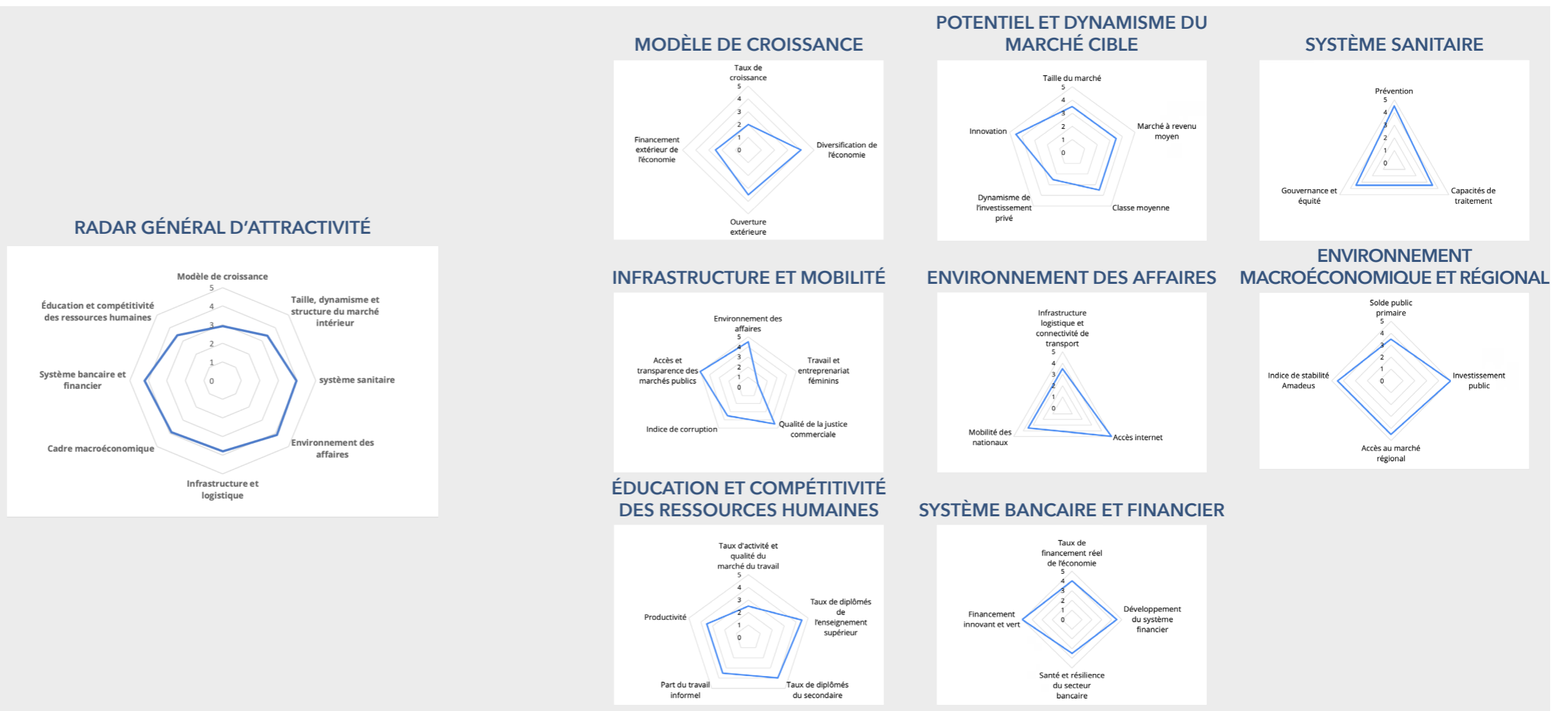
LE MAROC

Le Maroc reste performant et régulier dans les indices d'attractivité et de stabilité, particulièrement en ce qui concerne le système bancaire et le cadre macro-économique. Les fondamentaux macro-économiques ont fait preuve de résilience, avec un taux d'inflation contrôlé et un niveau de réserves de change satisfaisant bien que sous tension. Les récentes levées sur les marchés internationaux (1 milliard USD en septembre 2020 puis 3 milliards USD en décembre) à un taux raisonnable (2,4% sur 7 ans en moyenne) prouvent la confiance des marchés dans les fondamentaux du pays.

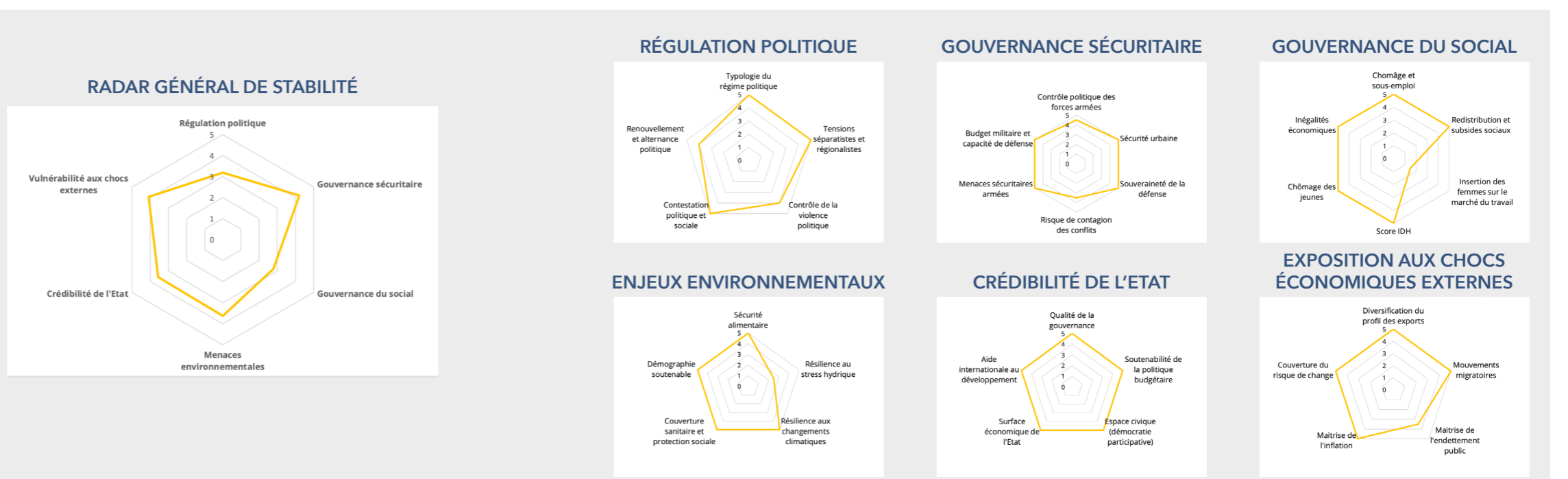
La croissance des dernières années repose largement sur l'investissement public avec des effets d'entraînement incertains sur le secteur privé. La performance mitigée du Maroc au niveau de l'indicateur «financement extérieur de l'économie» ne reflète pas le fait que le pays est le 2ème récipiendaire des flux d'investissements étrangers sur le continent en termes de valeur (en repli 700 millions USD environ en 2020, une année moyenne sur tout le continent), la part des IDE rapportée au PIB restant assez modeste (2,72%). Les perspectives de croissance économique autour de 5% à 6%, en 2021, démontrent malgré l'impact social sur les Marocains travaillant dans les secteurs les plus sinistrés par la crise, d'une certaine forme de résilience de l'économie marocaine face aux conséquences de la pandémie et de la récession globale qu'elle a engendrée.

Au niveau de la stabilité, le bilan est relativement bon, avec une faiblesse dans le secteur social où les indicateurs du chômage et du sous-emploi (18,2%), du chômage des jeunes (21,9%) et de l'insertion des femmes dans le marché du travail (21,3%) se comparent plutôt mal avec les autres pays africains, des défaillances que l'amélioration graduelle du niveau d'éducation tardent à résoudre. Enfin les enjeux environnementaux et hydriques sont un point de faiblesse pour le pays à l'instar de ses voisins nord-africains et sahéliens.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ



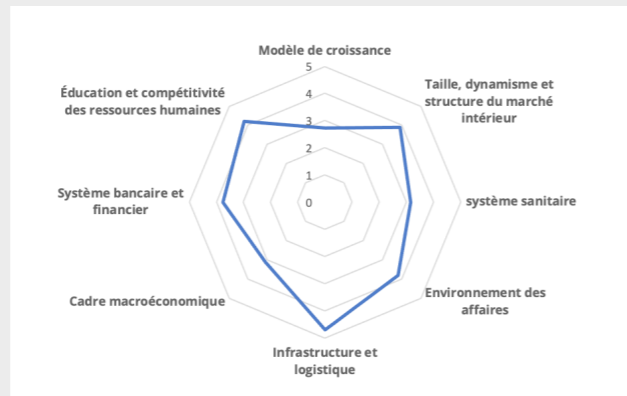
L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud, deuxième puissance économique africaine, affiche un PIB par habitant 12 600 USD, de loin supérieur à la première économie du continent, le Nigeria (5170 USD) qui la classe dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Le pays se démarque à travers un environnement des affaires particulièrement attrayant, affichant un score élevé au niveau du développement des infrastructures logistiques de la connectivité de la mobilité des nationaux. Le pays fait aussi figure de leader africain dans les domaines de l'éducation et de la compétitivité des ressources humaines, particulièrement au niveau de la scolarisation jusqu'à l'enseignement secondaire (100% en taux brut).

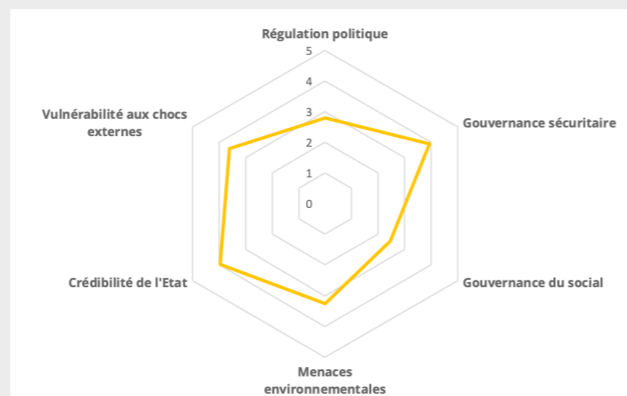
Cependant, la société sud-africaine souffre d'inégalités économiques accentuées par le chômage et le sous-emploi touchant particulièrement les femmes et les jeunes, handicapant à la fois la croissance économique et à la stabilité sociale. L'économie sud-africaine cherche un second souffle affichant des taux de croissance très modestes ces cinq dernières années (0,8%). Le secteur bancaire développé et en bonne santé et l'insertion dans l'environnement régional en font un pays avec des fondamentaux performants pour l'investissement visant toute la région australe.

Le climat social, aggravé par les conséquences de la pandémie, et les violences urbaines récentes que connaît le pays, impactent lourdement le score de l'Afrique du Sud sur le plan de la stabilité.

RADAR GÉNÉRAL D'ATTRACTIVITÉ

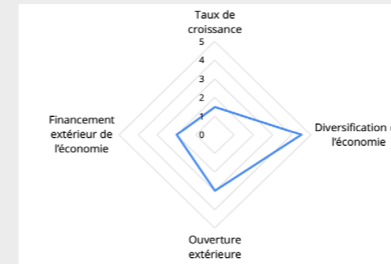


RADAR GÉNÉRAL DE STABILITÉ

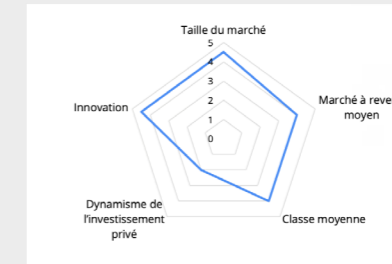


RADARS ATTRACTIVITÉ

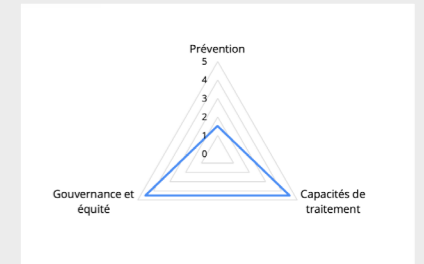
MODÈLE DE CROISSANCE



POTENTIEL ET DYNAMISME DU MARCHÉ CIBLE



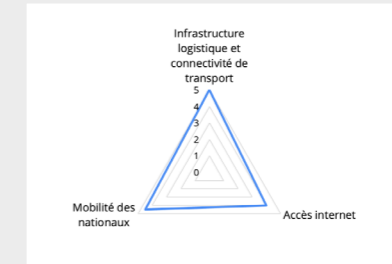
SYSTÈME SANITAIRE



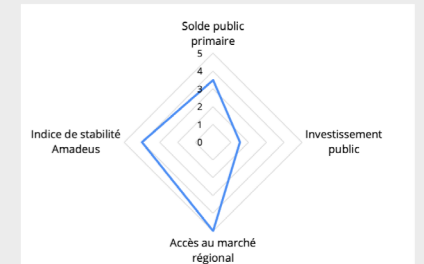
INFRASTRUCTURE ET MOBILITÉ



ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES



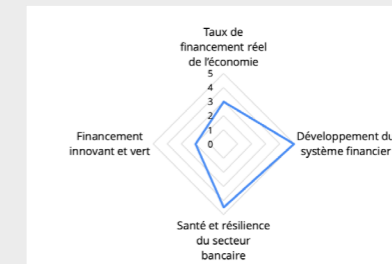
ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL



ÉDUCATION ET COMPÉTITIVITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

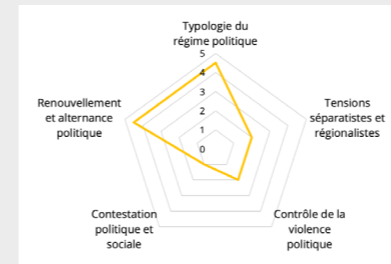


SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

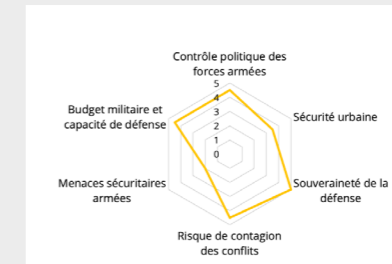


RADARS STABILITÉ

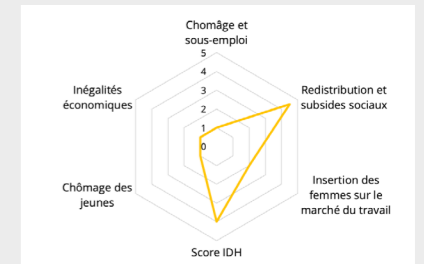
RÉGULATION POLITIQUE



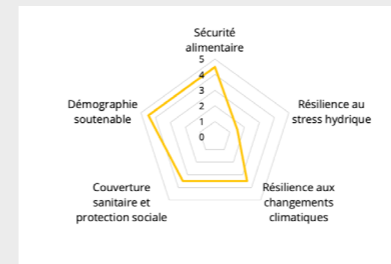
GOVERNANCE SÉCURITAIRE



GOVERNANCE DU SOCIAL



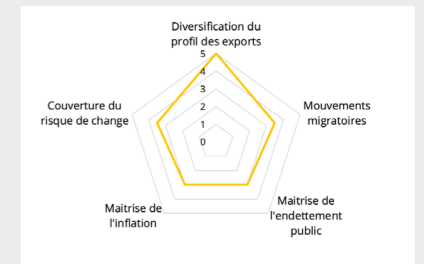
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX



CRÉDIBILITÉ DE L'ETAT



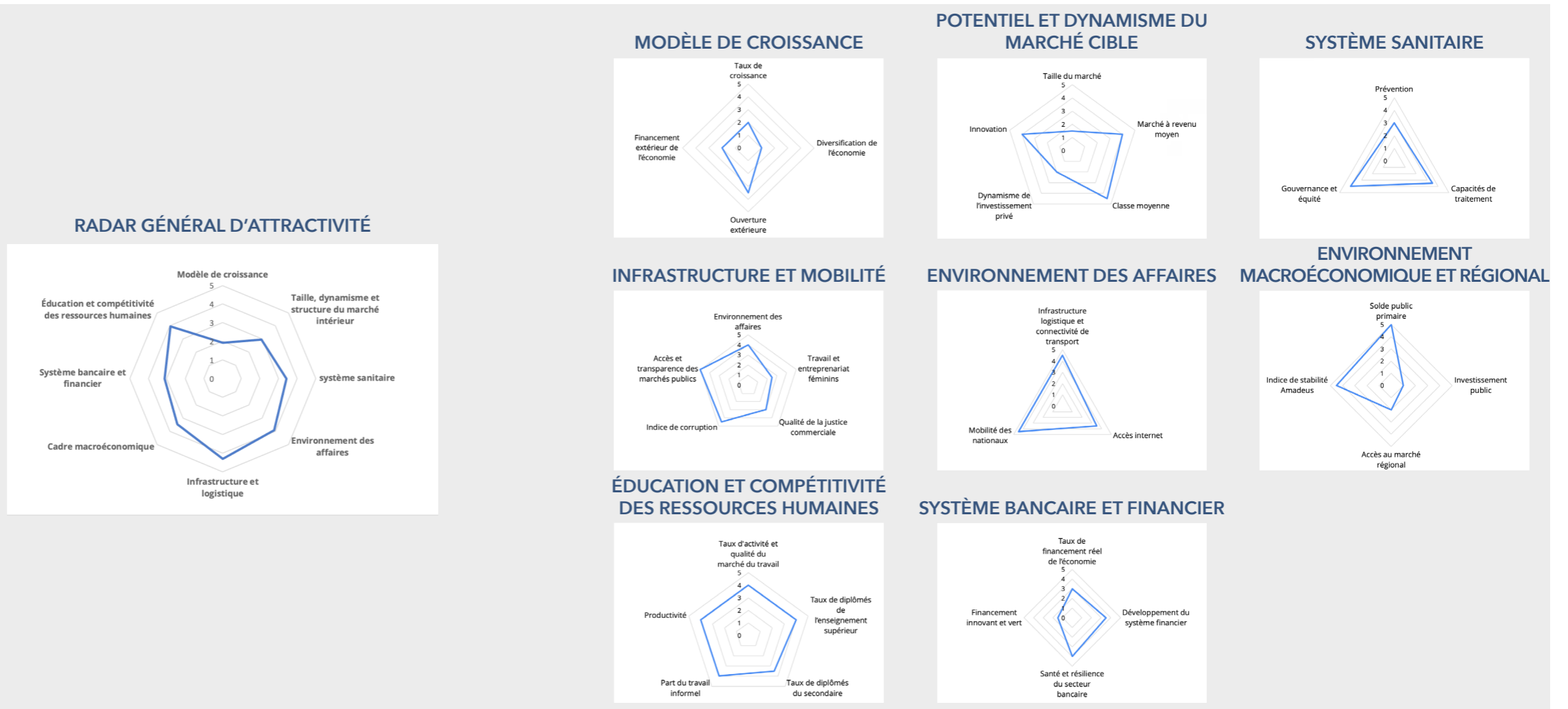
EXPOSITION AUX CHOC ÉCONOMIQUES EXTERNES



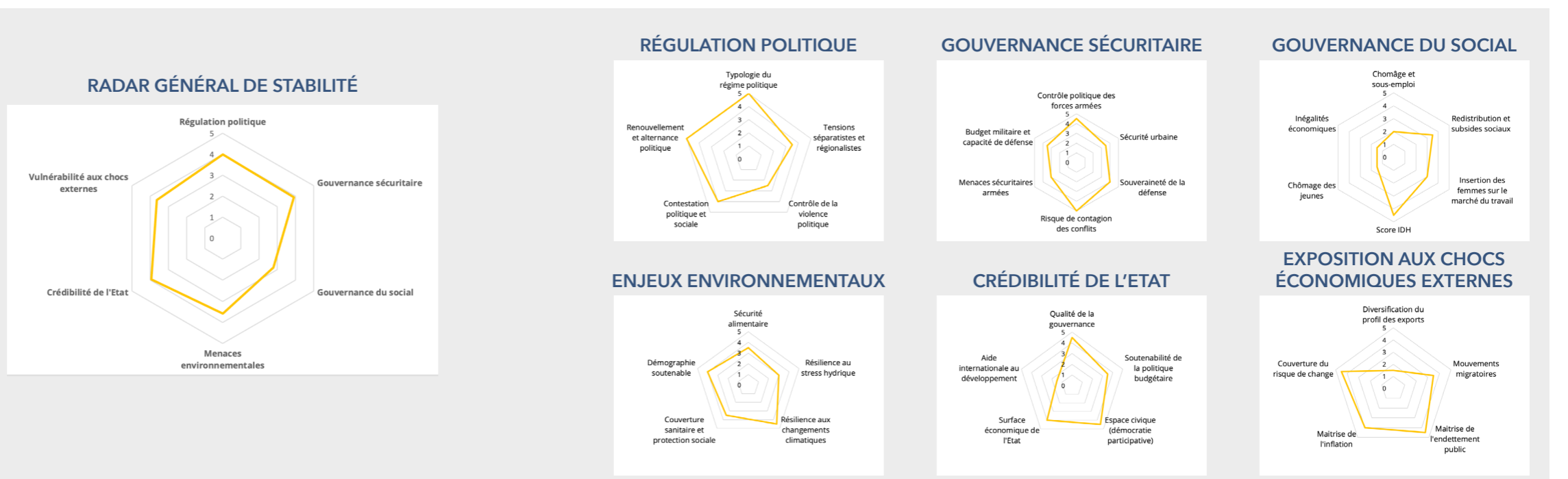
LE BOTSWANA

Le Botswana fait figure de havre de stabilité sur le continent. Son système démocratique est généralement cité en exemple et sa gestion des finances publiques par l'Etat semble exemplaire, contraint par la loi à établir un budget à l'équilibre. La dette est soutenable et le pays est doté d'infrastructures de qualité, orientées vers une connectivité forte avec l'Afrique du Sud voisine. Le pays est le deuxième producteur de diamants après l'Afrique du Sud. Il est très dépendant de l'économie sud-africaine, y compris en matière d'approvisionnement électrique par son voisin, en raison de la modestie de sa population (2,3 millions de personnes). Le système de santé du Botswana est financé et soutenu fortement par l'Etat mais les capacités de traitement bien que développées sont occupées par de nombreux malades de l'épidémie du sida (plus de 60% des capacités hospitalières occupées). La pandémie de la Covid-19 continue à ravager toute l'Afrique australe et le pays (estimation de 380 000 malades en 2020 au Botswana), qui affiche un des taux de prévalences les plus forts du continent.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ

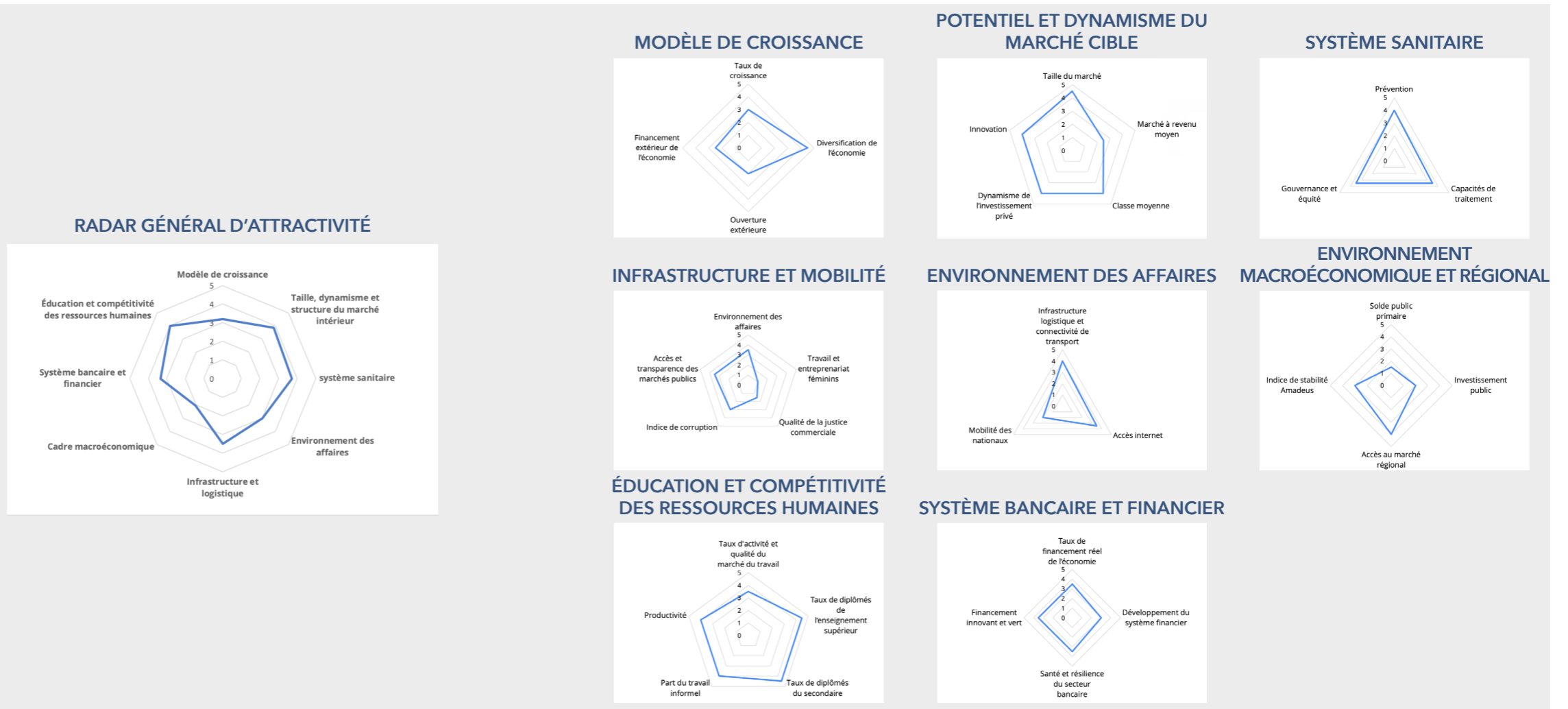


L'ÉGYPTE

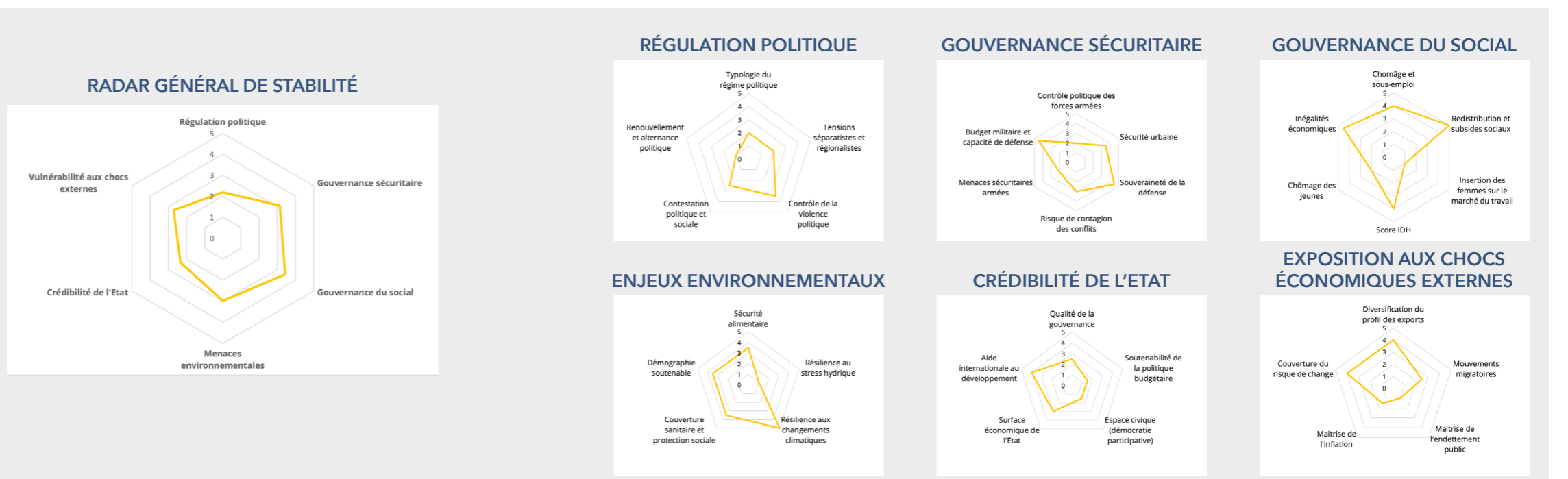
Parmi les pays d'Afrique du Nord, l'Égypte est celui où la croissance économique a été la plus forte ses cinq dernières années (+4,8% de croissance en moyenne). Le pays peut compter sur des infrastructures solides et un Etat actif dans l'investissement qui en font une puissance économique africaine dynamique. Néanmoins le déséquilibre persistant des finances publiques, le recours à l'emprunt sur les marchés privés internationaux avec une dernière levée en mai 2020 de 5 milliards USD révèle une fragilité de son modèle de financement des besoins publics. Soutenue par les bailleurs internationaux, l'économie égyptienne repose sur sa relative diversification par rapport à d'autres économies africaines mais souffre d'une gouvernance lacunaire et d'une justice commerciale défaillante. Par ailleurs le taux très bas d'activité des femmes constitue une faiblesse de son marché du travail et de son attractivité pour certains investisseurs internationaux.

L'environnement politique reste relativement tendu, la lutte armée contre les djihadistes dans le Sinaï continue à mobiliser l'armée égyptienne. Les contraintes sur les libertés civiles et politiques et le poids persistant de l'armée dans la vie politique, civile et économique laissent à penser que le pouvoir ne dispose pas d'une base sociale très large, sans qu'il existe pour autant un danger immédiat sur la stabilité.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ

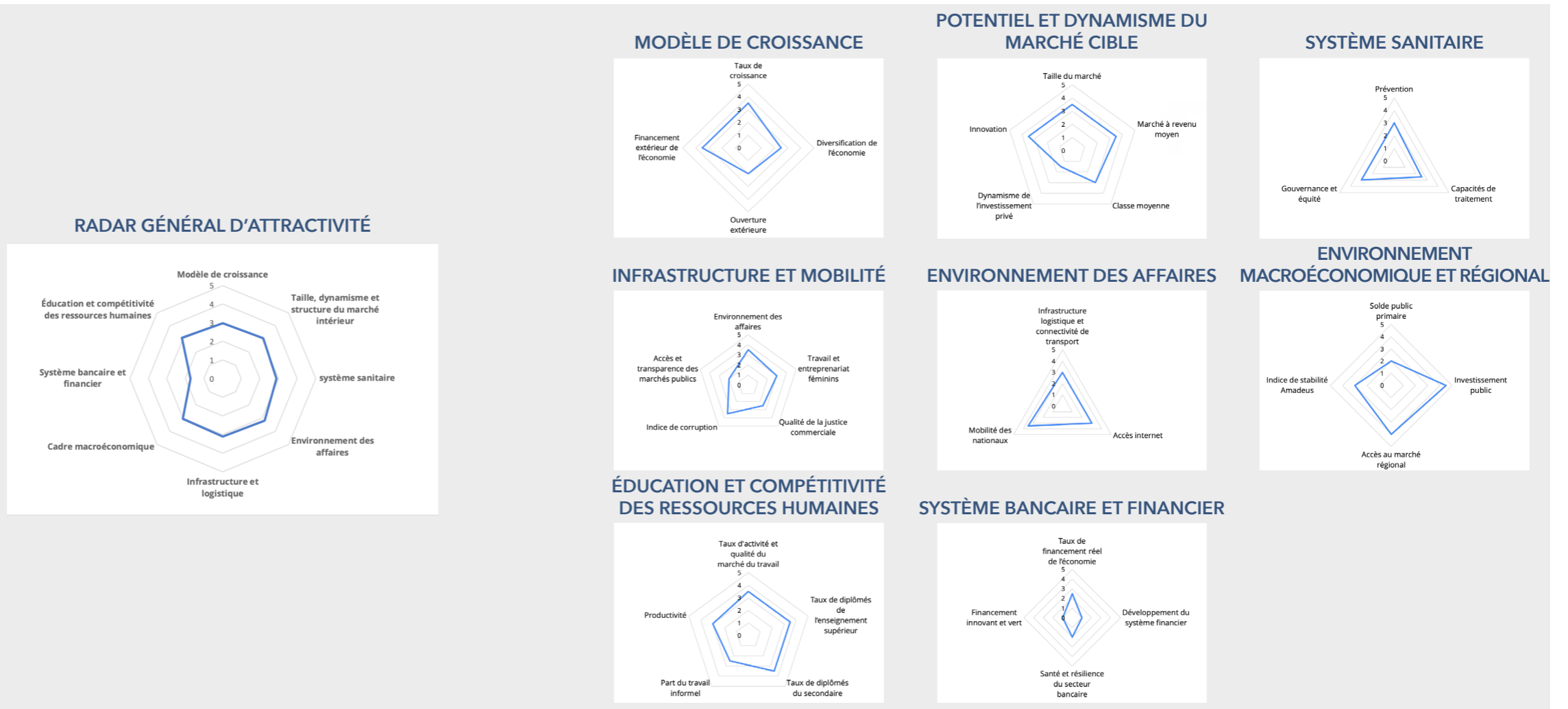


LE GHANA

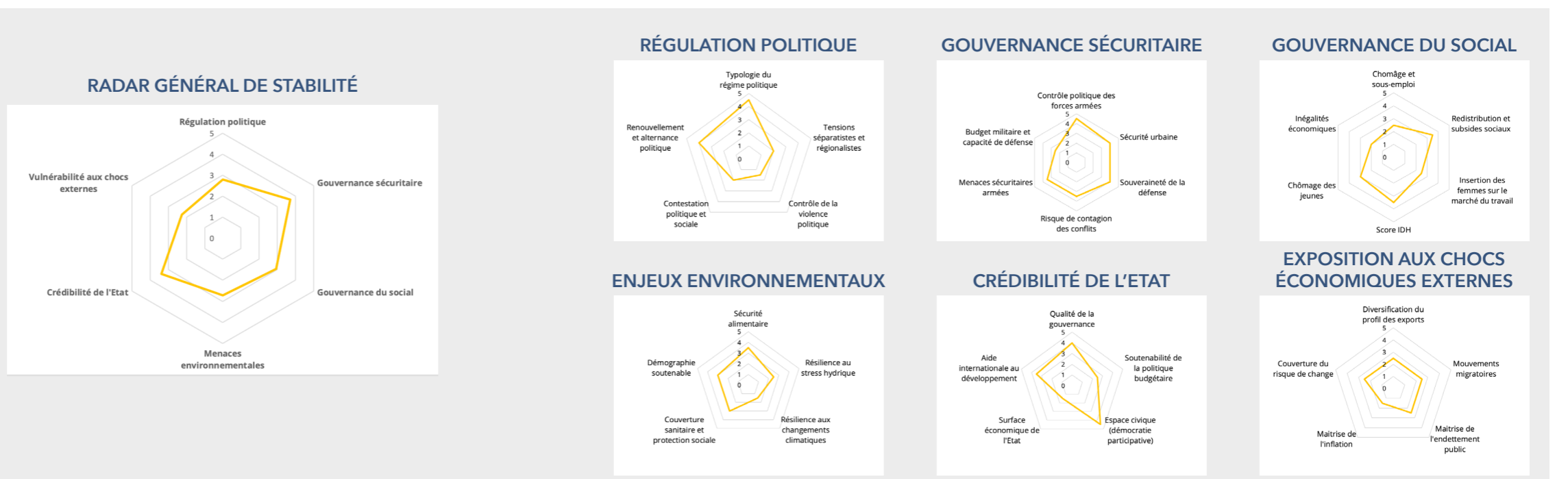
Le Ghana affiche un score au-dessus de moyenne sur le plan des infrastructures et de la mobilité des nationaux. Le pays, malgré un solde public primaire faible (-7%), n'a pas sacrifié l'investissement public (22.9% du PIB) à son effort de stabilisation du cadre macroéconomique. Le Ghana demeure le pays qui profite le plus de la CEDEAO économiquement malgré une économie encore très liée à ses exportations de matières premières (cacao, or, etc...).

Malgré un rôle de leader en Afrique de l'Ouest, le Ghana pourrait profiter encore plus des opportunités de développement en retrouvant une stabilité financière. Le système bancaire, malgré son développement (38% du PIB d'encours de crédit) souffre de carences dues à un taux de bancarisation faible et des taux d'intérêt élevés. L'inflation et l'instabilité monétaire continuent à peser sur le taux de défaut des crédits. Le pays continue aussi de souffrir de problèmes systémiques de corruption (41 sur l'indice de corruption Transparency). Enfin le développement ghanéen accroît les inégalités économiques dans le pays ce qui à long terme peut détériorer la stabilité sociale qui s'exprime jusqu'ici à travers un système démocratique cité comme une référence en Afrique de l'Ouest et une participation civique active.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ

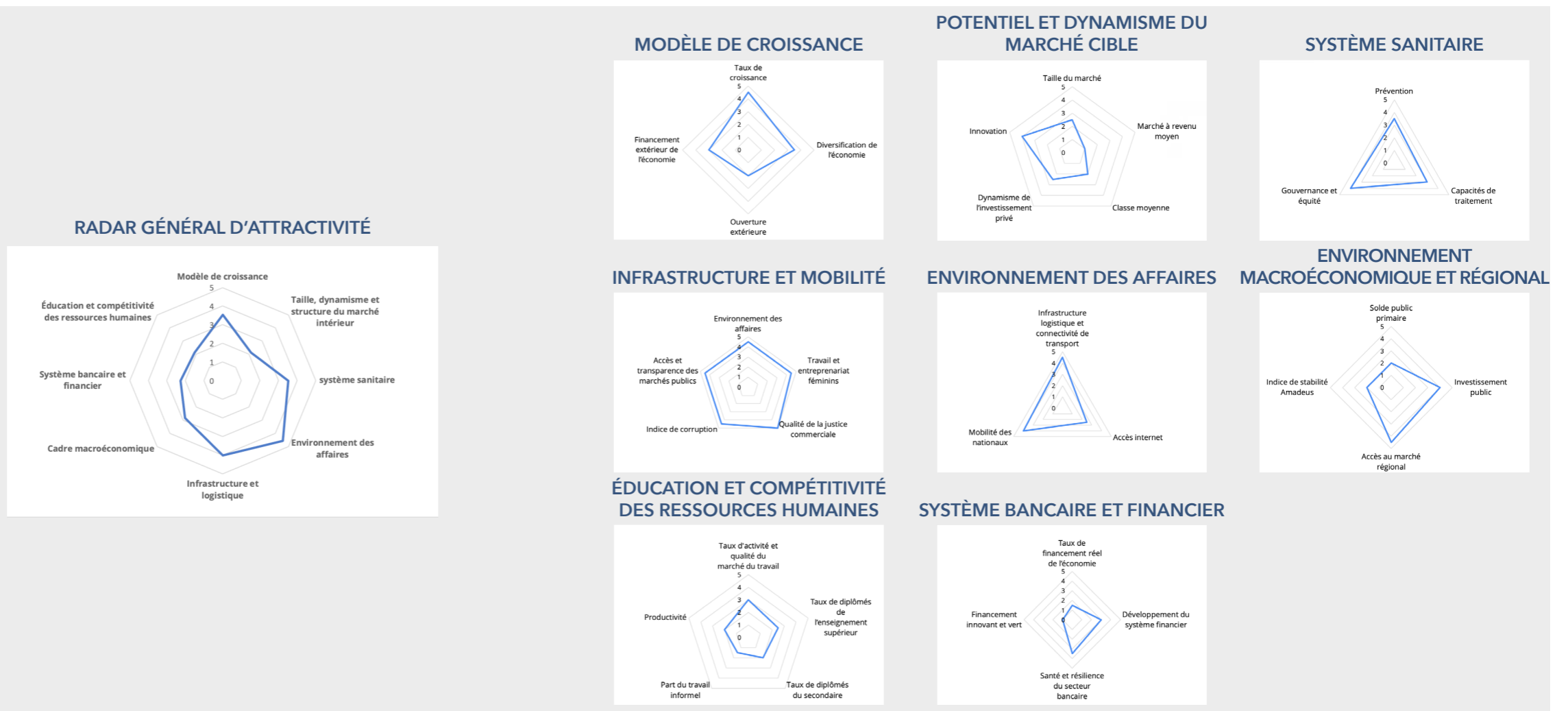


LE RWANDA

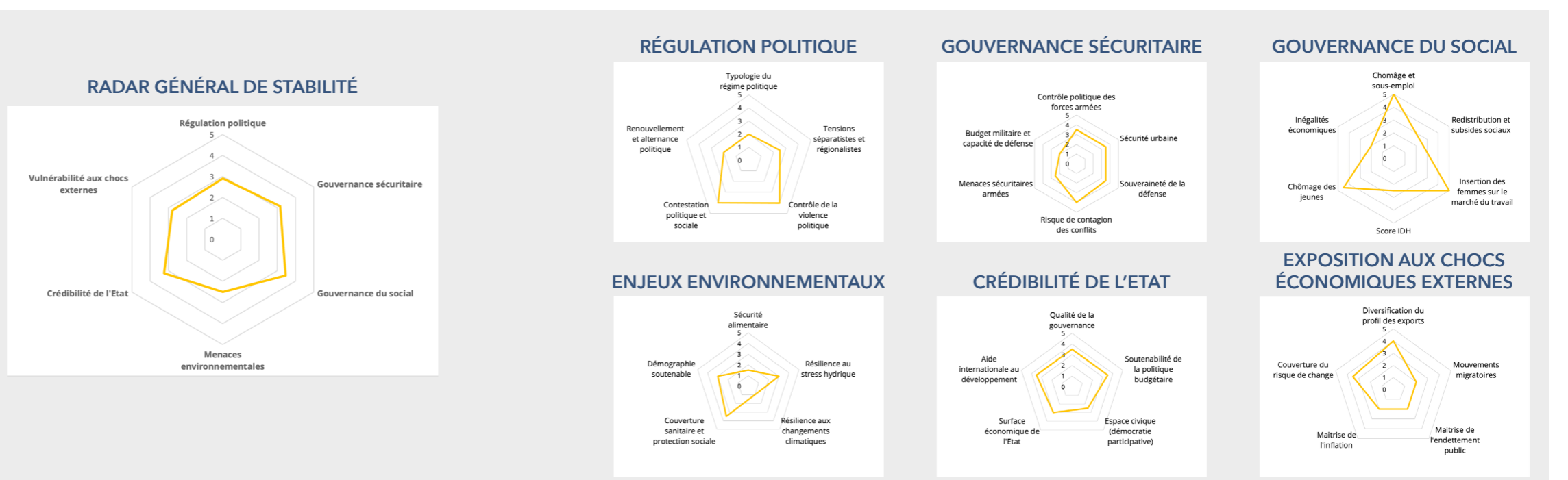
Le Rwanda brille dans les classements d'environnement des affaires sur le continent. Vingt ans de réformes pragmatiques et une croissance exceptionnelle dans la dernière décennie font du pays une puissance modèle dans l'Afrique des Grands Lacs, et au-delà. Néanmoins le PIB par habitant reste modeste (750 USD environ) et les ressources humaines du pays, assez jeunes, n'ont pas toujours un niveau d'éducation moyen très avancé malgré un pourcentage de diplômés du supérieur au-dessus de la médiane africaine et une économie ouverte à l'innovation. L'essentiel de l'économie est rural, du fait que plus de 70% des Rwandais vivent en zone rurale. Le pays dispose d'un taux d'emploi particulièrement haut, lié à l'importante disponibilité en main-d'œuvre qualifiée, aux spécificités d'une agriculture familiale et à la forte participation des femmes dans tous les segments de l'économie, y compris l'entrepreneuriat. Au niveau de la stabilité politique, le Rwanda est un pays résilient et stable malgré un environnement régional dans lequel se développe des crises violentes, dans la région du Kivu, en République Démocratique du Congo ou au Burundi voisin.

Le Rwanda peut également être considéré comme l'un des pays africains ayant su le mieux contenir les effets de la pandémie de la COVID-19.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ

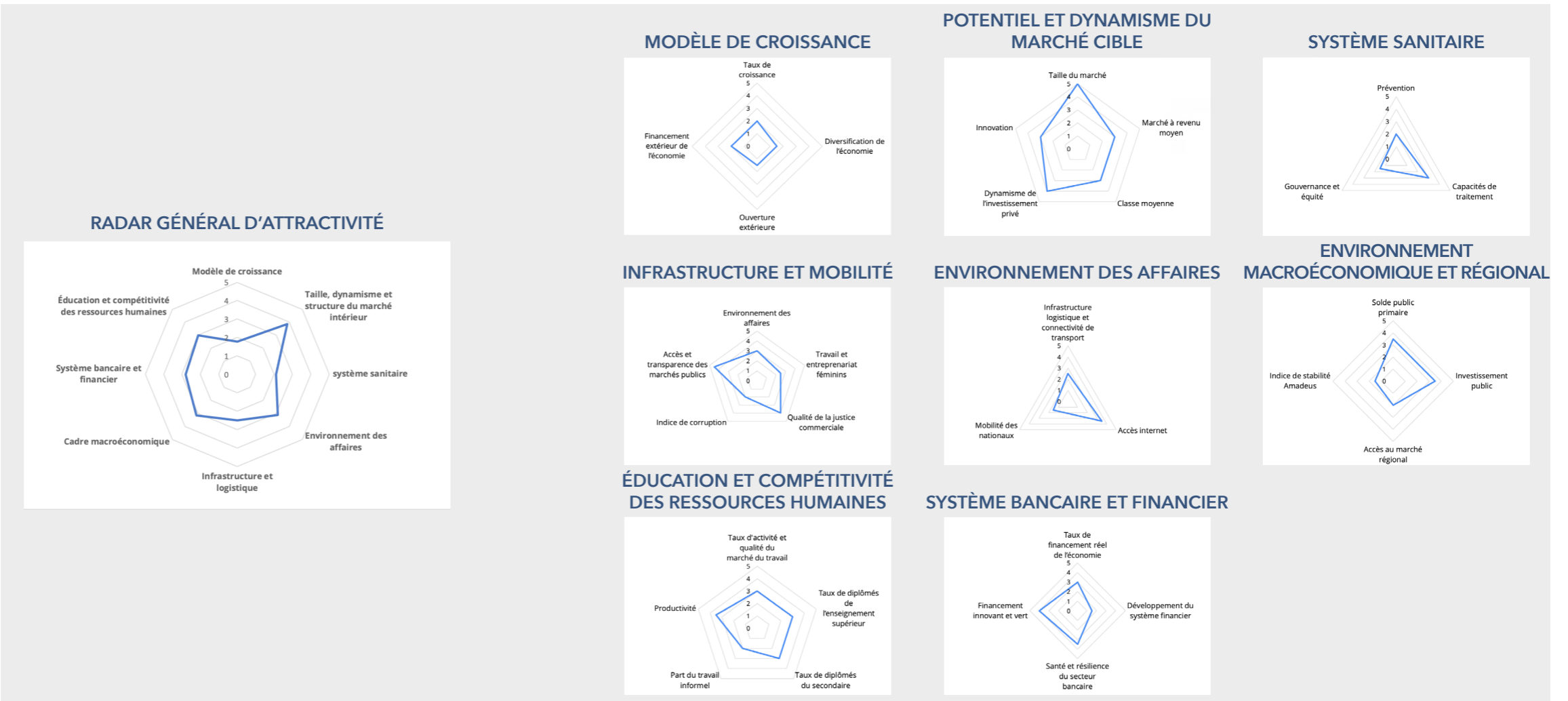


LE NIGERIA

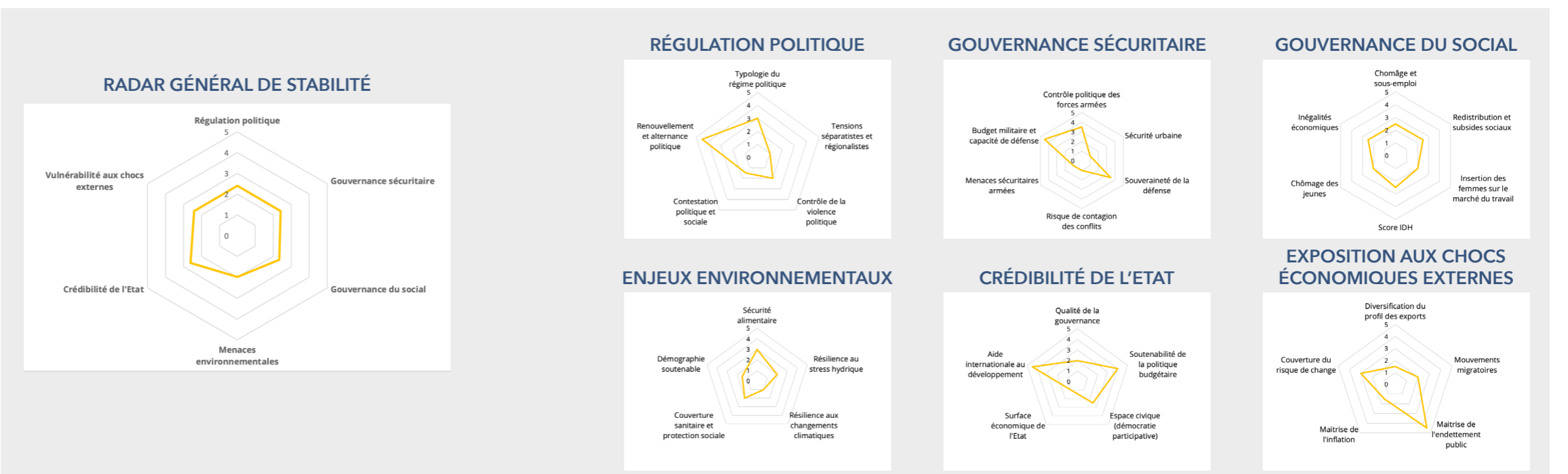
Le Nigeria dispose d'une démographie (195 millions d'habitants) et d'une économie (400 milliards USD) sans commune mesure en Afrique. Toutefois l'Etat fédéral est relativement réduit, ce qui limite son impact sur des politiques sociales ou sanitaires. L'extrême dépendance aux exportations d'hydrocarbures soumet l'économie nigériane et les recettes de l'Etat aux fluctuations des cours des matières premières. L'inflation, les taux réels sont des points faibles structurels qui freinent le développement d'un secteur financier plus dynamique capable d'accompagner un investissement privé en expansion. La taille de son marché a par ailleurs incité le pays à un certain protectionnisme économique. Il s'agit d'un marché complexe à aborder malgré de bon scoring dans la transparence en termes de marchés publics. L'ONG transparency international note le pays comme un des plus mauvais élèves en matière de corruption.

Malgré un régime politique stable et des institutions crédibles, y compris à l'échelle des régions, le Nigeria, autrefois gendarme de l'Afrique de l'Ouest peine à surmonter les problèmes de sécurité que lui posent les activités du groupe terroriste Boko Haram au Nord du pays et il doit composer avec les réfugiés du Cameroun à sa frontière Est fuyant les combats depuis le Cameroun anglophone. Le potentiel du pays reste énorme, raison pour laquelle malgré son classement relativement modeste dans nos indices, nous pensons que le Nigeria est un pays à considérer de près.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ

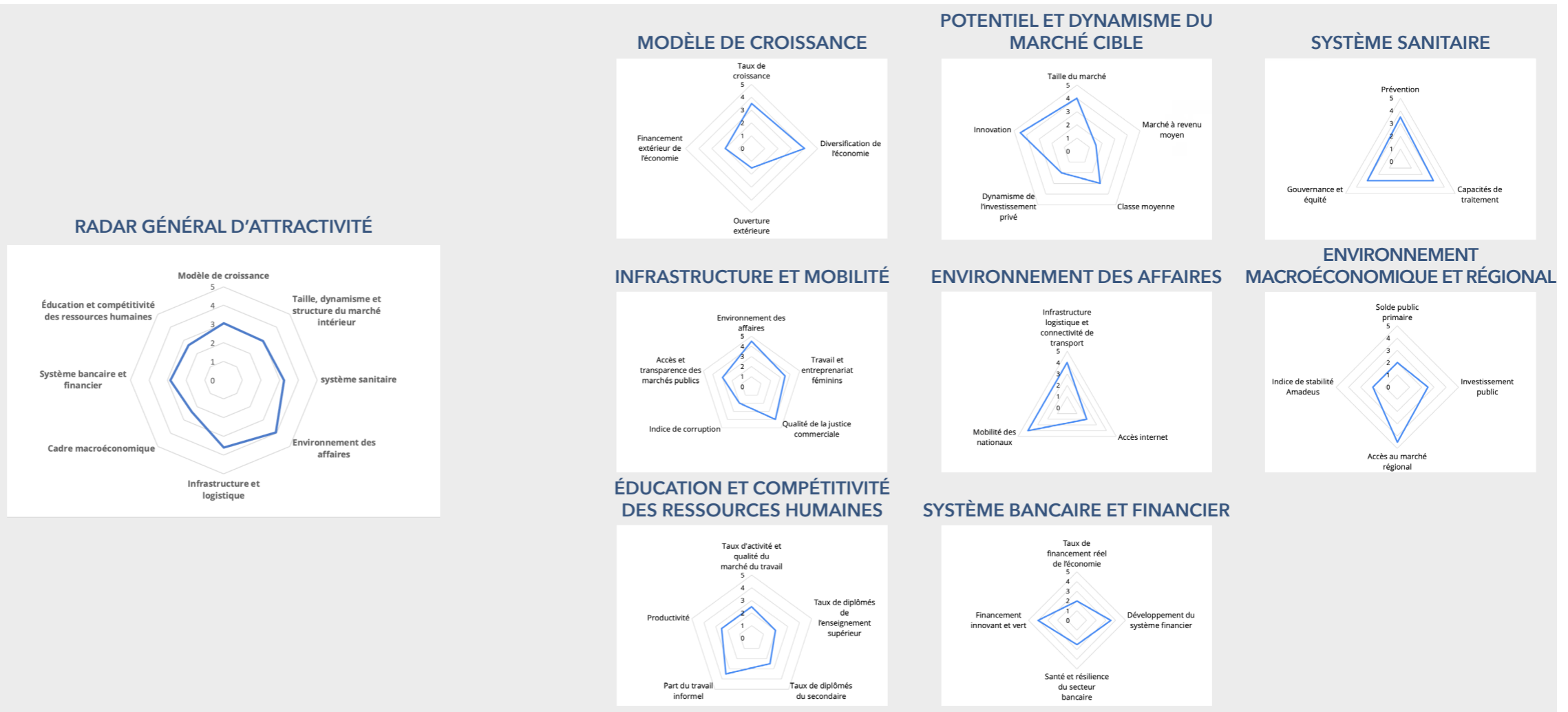


LE KENYA

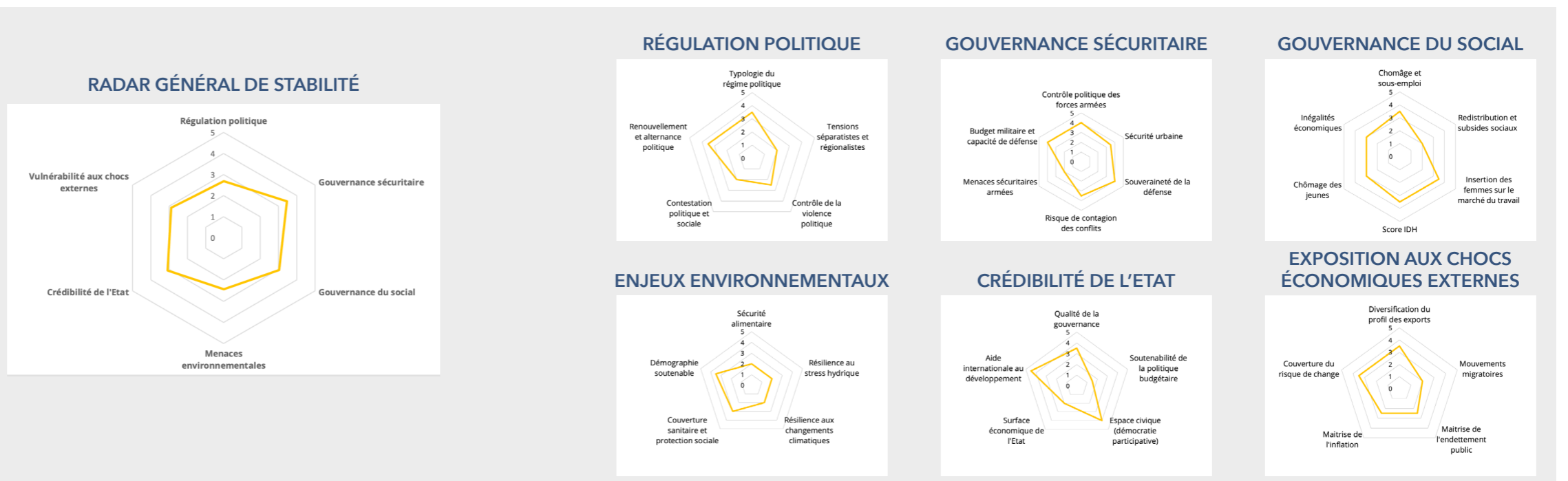
Insérée dans la communauté régionale de l'Afrique de l'Est et dotée d'une population de plus de 50 millions d'habitants, l'économie kenyane est parvenue à compenser la faible présence de matières premières par une diversification forte de l'économie et des exportations de produits agricoles transformés. Elle reste une des économies les plus dynamiques de la sous-région avec +5,6% de croissance moyenne. Le secteur financier reste relativement fragile malgré un développement fort, les taux d'intérêt réels et les défauts handicapent le secteur. La gestion des finances publiques affiche des indicateurs plus mauvais que la moyenne des pays africains et la soutenabilité de la dette apparaît un peu dégradée, mais la monnaie kenyane, le shilling et les eurobonds émis en 2018 et 2019 à un taux moyen de 7% restent solides et leur valeur nominale ne s'est pas trop appréciée, preuve de la confiance des marchés de capitaux.

Sur le plan de la stabilité, après des séquences électorales difficiles ces dernières années, le pays a retrouvé un certain calme. Les forces armées s'emploient à participer à la stabilisation de la corne de l'Afrique au sein de missions multinationales de l'Union Africaine et à lutter contre des bandes armées inspirées de groupes djihadistes.

RADARS ATTRACTIVITÉ



RADARS STABILITÉ



ANALYSES ET DÉBATS



PAR L'ÉQUIPE D'ANALYSE DE L'INSTITUT AMADEUS

YASSINE HERZENI
SIMPARA MAHAMADOU
ANAS FALA

Le produit intérieur brut (PIB) en tant que valeur générale de tous les biens et services finaux déjà produits au sein du marché, est la mesure la plus couramment utilisée pour les comparaisons en termes de développement économique. Cet agrégat permet également dans certaines méthodologies de calculer la richesse par habitant en intégrant la question de la monnaie et des prix à travers la notion de PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, outil de comparaison du niveau du revenu moyen entre les pays. Pourtant, derrière cet indicateur si courant, en apparence harmonisé, se cache des subtilités et des fausses évidences que la dynamique actuelle du rebasage des comptes nationaux contribue à mettre à jour.

Le «rebasage» est l'action par laquelle la comptabilité nationale change l'année de base utilisée pour calculer la base de l'agrégat économique qu'est le Produit Intérieur Brut et simultanément la méthode de calcul de la richesse est changée. Depuis 2009, plusieurs pays du monde et particulièrement sur le continent africain, ont adopté une nouvelle méthode de calcul du PIB, en appliquant une méthode de réévaluation de l'activité économique nationale promue par les institutions internationales. Ces opérations de «rebasage du PIB» sont en effet l'application de la méthode de calcul du PIB promue par le Système de Comptabilité Nationale 2008 (dit «SCN 2008»), adopté lors de la quarantième session de la Commission de statistiques des Nations, tenue en 2009, et qui a vocation à s'appliquer à l'ensemble des comptes nationaux dans le monde. Le SCN 2008 remplace ainsi le Système de Comptabilité Nationale 1993. Contrairement à ce dernier, le SCN 2008 prend mieux en compte le secteur informel et rend mieux compte des mutations économiques dues à l'apparition de nouvelles technologies de paiement et de transfert. Ainsi le nouveau standard SCN 2008 produit dans le calcul du produit intérieur brut (PIB) des changements structurels avec le double souci de l'adapter aux réalités sociopolitiques nationales sans pour autant trahir l'idée de conserver un standard international de comparaison.

Le Rebasage des PIB en Afrique : état des lieux

Ces dernières années, de nombreux pays africains, ont appliqué ce nouveau standard de calcul et ces rebasages ont été pour le moins spectaculaires comme l'exemple frappant du Nigeria, qui a été ainsi propulsé à la place de la première puissance économique en Afrique -et 26ème dans le monde- en 2014, après un redressement portant son PIB à 510 Milliards de dollars contre 284 milliards auparavant, soit 89 % d'augmentation. Le Kenya en 2013 a connu une réévaluation de 25,2 %.

Le PIB y a été estimé à 53,3 Milliard USD, contre 42,6 Milliards USD. De son côté, le Togo est le dernier pays africain en date à avoir modifié les normes de ses comptes nationaux en réévaluant le PIB à 3574,4 Milliard FCFA, contre 2618,1 Milliards FCFA au titre de l'année 2020, soit un rebasage de +36,5 %. L'opération du rebasage a été exercée également par le Sénégal (+29 %), la Côte d'Ivoire (+38 %), le Bénin (+36,4 %), le Burkina Faso (+13,5 %), la Guinée Bissau (10%), et le Niger (+33,3%).

Pays	PIB initial avant rebasage	PIB après rebasage	Différence en pourcentage	Année de réévaluation	Nouvelle Année de base	Ancienne année de base	PIB/hab après rebasage (données BM)	PIB/hab (calcul sur le PIB initial approx.)
Kenya	42,6 milliards USD	53,3 milliards USD	+25,2 %	2013	2009	2001	1210,4 USD	935,85 USD
Nigeria	284 milliards USD	510 milliards USD	+89 %	2014	2010	1990	3,099,0 USD	1609,97 USD
Sénégal	6941 milliards FCFA (Approx.)	9775 milliards FCFA	+29,4 %	2018	2014	1999	1465,6 USD	800 USD
Côte d'Ivoire	43,01 milliards USD	58,8 milliards USD	+38 %	2018	2015	1996	2,314,1 USD	1715,59 USD
Togo	2 618 milliards FCFA	3 574,4 milliards FCFA	+36,5 %	2020	2016	2007	730 USD	562 USD
Bénin	4 926 milliards FCFA	6 732,8 milliards FCFA	+36,4 %	2015	2015	2007	1,076,8 USD	710 USD
Burkina Faso	5857,64 milliards CFA (Approx.)	6732,8 milliards FCFA	+13,5 %	2015	2015	1999	653,3 USD	597 USD
Guinée Bissau	943,2 millions USD (Approx.)	1,048 milliards USD	+10 %	2015	--	--	603,4 USD	543 USD
Niger	4288 milliards FCFA	5751 milliards FCFA	+33,3 %	2015	2015	2006	484,2 USD	396 USD

Tableau 1 - Restitution comparative des différentes opérations de rebasage en Afrique : montant du PIB, écart, PIB par habitant

Les chiffres du tableau 1, restituent l'impact du changement d'année de base dans le calcul des comptes nationaux sur la valeur considérée comme réelle du PIB d'un état. Les états l'ayant appliqué ont augmenté la valeur de leur Produit intérieur Brut et par conséquent, tous les niveaux de richesse par habitant ont fortement augmenté. La prise en compte des stocks d'armement, du secteur cinématographique et culturel, ainsi que le calcul par approximation de l'économie informelle, expliquent en grande partie l'ampleur des réévaluations.

Pour autant l'appréciation de la richesse par habitant et la classification par revenu moyen ne sont pas fondamentalement changées, à l'exception peut-être du cas du Nigeria, qui avec 3 100 USD / habitant approche désormais le seuil des pays à revenus intermédiaires supérieurs tel que défini par la Banque Mondiale (ce seuil est fixé à 4 045 USD/habitant pour l'année 2019). Tous les autres pays restent dans une catégorie de pays à revenus faibles (moins de 1045 USD / habitant) ou à revenu intermédiaire inférieur (entre 1045 USD et 4045 USD / habitant).

Quels effets du «rebasage» sur l'analyse du risque en Afrique ?

La pratique du rebasage du PIB contribue mécaniquement à faire baisser le ratio d'endettement sur PIB. La capacité des pays les plus endettés à assurer le service de la dette paraît être potentiellement en meilleure situation parce que la base de la richesse est plus large. Toutefois le risque de défaut ne s'apprécie vraiment qu'en analysant les ratios des finances publiques, comme le ratio revenu de l'état charge de la dette ou la comparaison entre le taux moyen de l'encours de dette et le taux de croissance du PIB. Les opérations de rebasage sont pour beaucoup le fruit d'une inclusion du secteur informel dans le calcul de la richesse nationale, un secteur qui échappe à l'imposition ce qui invalide donc les raisonnements trop simplistes. Il faut relever que la hausse de l'encours de la dette extérieure en Afrique subsaharienne a été supérieure à la croissance économique durant les dix dernières années. Selon le rapport de la Banque mondiale sur la dette en 2020, «le ratio de la dette extérieure par rapport au revenu national brut atteignait en moyenne 36 % fin 2018, ce qui correspond à une variation minime par rapport à l'année précédente, mais à une augmentation de plus de 40 % par rapport à 2009». Cette augmentation tendancielle de la dette doit enfin être mise en perspective avec les conditions obtenues par chaque pays pour ses titres de dette qui indiquera mieux la capacité de remboursement, notamment en analysant les ratios taux de crédit moyen / taux de croissance des revenus de l'état.

Il est donc impossible de déduire de l'opération comptable de rebasage l'atténuation mécanique du risque d'endettement. En d'autres termes, ce n'est pas le ratio dette sur PIB qui doit primer mais l'analyse de la capacité de l'état à améliorer son ratio revenus fiscaux sur PIB. A titre d'exemple, au Togo, qui affiche désormais une pression fiscale 14,6% du PIB contre 20,8% selon l'ancien système de comptabilité nationale. D'un autre côté, l'intégration de nouveaux éléments au calcul, y compris le secteur informel ne reflète absolument pas une «garantie» pour les investisseurs, puisque les activités informelles ne sont pas taxables, et ne participent pas au fonctionnement des services publics. Dans le cas de pays dont la base fiscale est étroite, reposant essentiellement sur les taxes douanières, la question du rebasage permet de mesurer le potentiel d'opportunité pour l'état d'adopter une stratégie fiscale tournée vers la taxation de la richesse produite en interne par le biais d'une refonte de la fiscalité et notamment des outils appropriés pour résorber l'informel, tout en développement des services et garanties supplémentaires aux contributeurs.

Enfin, en appliquant les recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, les états qui ont procédé régulièrement au changement de l'année de base de leurs comptes nationaux pourraient souffrir d'une série d'inconvénients. Tout en s'éloignant de l'année de base, la qualité des comptes nationaux se trouve remise en question en raison des erreurs faites sur les évolutions annuelles. Selon le Haut-Commissariat au plan marocain ¹, plus particulièrement dans son rapport «Comptes Nationaux : Base 2007» les erreurs sur les évolutions annuelles peuvent se cumuler, mais également, les choix méthodologiques qui peuvent se révéler moins pertinents pour les années qui suivent. Ces «déséquilibres» pourraient contribuer à «altérer la série des comptes».

Enfin, les opérations de rebasage ne sont évidemment pas exemptes d'instrumentalisation politique. Dans un rapport de l'ex africa insight intitulé «Manipulation of economic indicators in Africa» ², il y a été observé que certains états à l'instar de la Tanzanie n'hésitent pas à manipuler la pratique du rebasage à des fins purement politiques. Le rapport met l'accent sur les moments choisis par certains chefs d'Etat pour réaliser le rebasage et met en perspective l'annonce du rebasage du PIB tanzanien par le président John Magufuli, à un moment, où l'économie tanzanienne montrait une certaine stagnation. Ainsi la croissance annoncée par le rebasage quoique faible (le rebasage du pays a provoqué une réévaluation de +3,8% du PIB), a servi de message de campagne pour le Président sortant lors des élections présidentielles de 2020. D'un point de vue géopolitique aussi le rebasage peut considérablement changer les perceptions du poids des acteurs. Ainsi l'impressionnant rebasage nigerian non seulement affirme le Nigeria comme puissance continentale et il accentue mécaniquement sa prédominance dans la zone ouest-africaine surtout si on considère les rapports de puissance à travers le PIB. Opération statistique hautement sensible, le rebasage en Afrique démontre à la fois la marge de progression des statistiques pour représenter de manière exhaustive la création de la richesse et la grande dépendance des analystes au mythe du PIB, instrument utile de comparaison, mais ne saurait tout dire de la trajectoire de développement d'un pays. Cette opération peut montrer le potentiel économique dans de nombreux pays africains, toutefois elle ne saurait masquer aux investisseurs d'éventuelles faiblesses structurelles d'un état, notamment, dans le plus long terme, sa capacité à étendre sa base fiscale, ce qui reste un enjeu dans de nombreux pays.

¹ HCP, «COMPTES NATIONAUX 2012-2007 (BASE 2012-2007)», (2007. P. 7
https://www.hcp.ma/downloads/Comptabilite-nationale_t11873.html

² Special report: Manipulation of economic indicators in Africa, EX AFRICA Business Risk Intelligence,
21 February 2019, p.01
(<https://www.pangea-risk.com/special-report-manipulation-of-economic-indicators-in-africa/>)

Fiche pays : les effets du «Rebasage»

- **Nigeria :**

Après l'application du rebasage en 2014, le PIB du Nigéria est passé de 270 milliards de dollars en 2013 à 510 milliards en 2014, les services ont été fortement réévalués avec une part de 61% du PIB en 2016.

Le PIB du Nigeria a augmenté de +90%, cette augmentation est due à une réestimation de la contribution de certains secteurs phares dans l'économie nationale y compris le divertissement, les télécommunications.

- **Kenya :**

La réévaluation du PIB au Kenya classe désormais le pays comme une nation à revenu intermédiaire. En fait, le rebasage du PIB au Kenya est estimé à une valeur nominale de 55,2 milliards dollars, contre 44,1 milliards dollars avant la révision.

L'augmentation du PIB est due notamment à la réévaluation du secteur de l'agriculture, l'immobilier, et de l'industrie, ainsi que d'autres secteurs de services comme les finances et les assurances.

- **Togo :**

Le PIB Togolais de 2016 a été réévalué à 3 574,4 milliards de francs CFA (5,45 milliards d'euros) avec une réévaluation de +36,5%. La croissance du PIB du Togo après le rebasage, correspondant à un taux de croissance de +4,3% entre 2016 et 2017, ainsi le PIB nominal s'est établi à 3 713,6 milliards de F.CFA en 2017.

- **Benin :**

Le PIB du Bénin enregistrait au titre de l'année 6732,8 milliards de francs CFA, contre 4 926 milliards de francs CFA. Les résultats des comptes de 2016 établissent le PIB à prix courant à 7 005,2 milliards pour 6 957,7 milliards à prix constant, soit un taux de croissance de 3,3% et un déflateur de 0,7%.

En effet, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire contribuent désormais respectivement 26,4%, 16,4% et 49,2% à l'économie nationale contre 24,9%, 17,9% et 46,3% auparavant.

- **Côte d'Ivoire :**

En février 2020, le pays a changé d'année de référence pour le calcul de ses comptes nationaux, passant de 1996 à 2015. Ce rebasage s'est traduit par une hausse de 38 % du PIB en 2015 (principalement liée à la plus forte valeur ajoutée des services) mais par une baisse de la croissance réelle entre 2015 et 2018, de sorte que le PIB n'est que 34% plus élevé en 2018.

Pourquoi un indicateur de performance des systèmes de santé en Afrique est-il nécessaire ?

Au cours des dernières décennies, la force du système libéral occidental reposait essentiellement sur ses succès et sa prospérité économiques. La pandémie de la COVID-19 est venue briser le mythe selon lequel si l'économie va tout va. C'est ainsi que la communauté internationale, y compris l'Occident prospère, a fini par enfin remettre en cause le sens de ses priorités.

La crise pandémique a placé la santé des populations au moins au même niveau que l'activité économique. En Afrique, les secteurs de la santé fragilisés pendant des décennies par les plans itératifs d'ajustement structurel imposés aux pays africains par la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI), ont inégalement résisté à la crise de la COVID-19. C'est précisément la raison pour laquelle nous concluons qu'un indicateur de performance des systèmes de santé au sein du continent est utile afin de marquer une rupture avec les stratégies de désengagement nationales et internationales vis-à-vis de la santé de la population africaine et d'enfin réconcilier les objectifs de la santé en Afrique avec ceux du reste du monde.

Dans l'exercice du calcul de l'indice de stabilité et d'attractivité globale du continent africain vis-à-vis des investissements nationaux et internationaux, nous suggérons l'utilisation d'un indicateur composite de santé par pays, comme référence autonome, parmi les autres indicateurs de progrès et de développement tels que la démocratisation du système politique, l'expansion des champs des libertés religieuses et civiles, l'évolution des performances éducatives, l'autonomisation des femmes et leur participation active à la vie politique, à l'économie y compris leur accès au capital, l'instauration de politiques industrielles, digitales et environnementales pour n'en citer que quelques-uns.

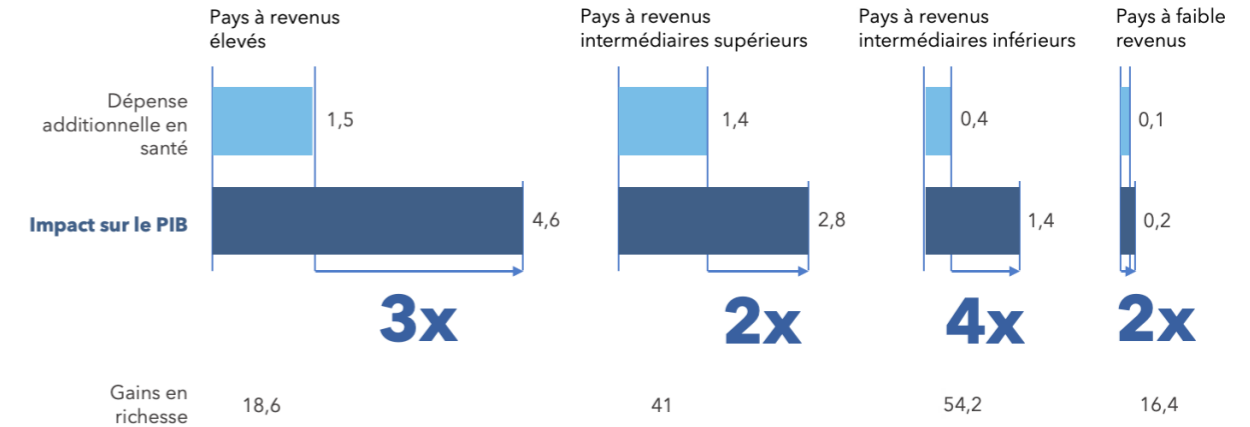
Jusqu'à récemment, un pays relativement stable sur le plan politique, adoptant des incitations fiscales à l'investissement, une main d'oeuvre à bas coût et sachant construire des réseaux d'infrastructures fonctionnelles, parvenait à attirer des investissements et quelques talents internationaux. La barre semble s'être rehaussée aujourd'hui à mesure que l'on prend conscience de l'importance des bénéfices d'un système sanitaire performant. Sans tomber dans le piège d'une comparaison trompeuse, même des métropoles jusque-là florissantes comme New York et Londres, se sont vidées de leurs résidents internationaux en l'espace de quelques mois à la suite de la crise causée par la pandémie de la COVID-19 et des confinements répétés imposés par les autorités locales, au profit de pays asiatiques qui ont très tôt su maîtriser à la fois le diagnostic et la contagiosité interhumaine du virus. Des pays tels la Corée du Sud, Singapour et Taiwan ont en effet réussi à fournir des soins de santé fiables à leurs populations ainsi qu'un «bouclier raisonnable» contre «un ennemi invisible». Il y va sans dire que leurs économies respectives ont pu mieux traverser les turbulences économiques.

Prenons encore l'exemple de la Thaïlande ; un pays quasi exempt de coronavirus, qui n'a enregistré qu'un peu plus de 4000 cas à la fin de l'année 2020 (alors que l'Indonésie voisine en comptait 581000). La Thaïlande envisage désormais de fournir des autorisations de travail aux étrangers qui investissent au moins \$1 million de dollars dans de l'immobilier ou dans des entreprises locales. Il s'agit d'un programme de migration par l'investissement qui pose de nouvelles attentes et pourrait apporter une croissance supérieure.

Le développement sanitaire doit être considéré désormais comme une étape clé dans la recherche de la croissance durable. Celle-ci peut se traduire par des augmentations importantes - à deux chiffres - du PIB, en particulier dans les pays à faible revenu avec un effet d'entraînement croissant comme le montre une étude récente réalisée par l'université de Washington et McKinsey; le cabinet international des études stratégiques (figure 1)

Pour chaque 1\$ investi pour améliorer le système de santé un bénéfice économique de 2\$ à 4\$

Scénario de développement sanitaire, 2040
Milliards de \$

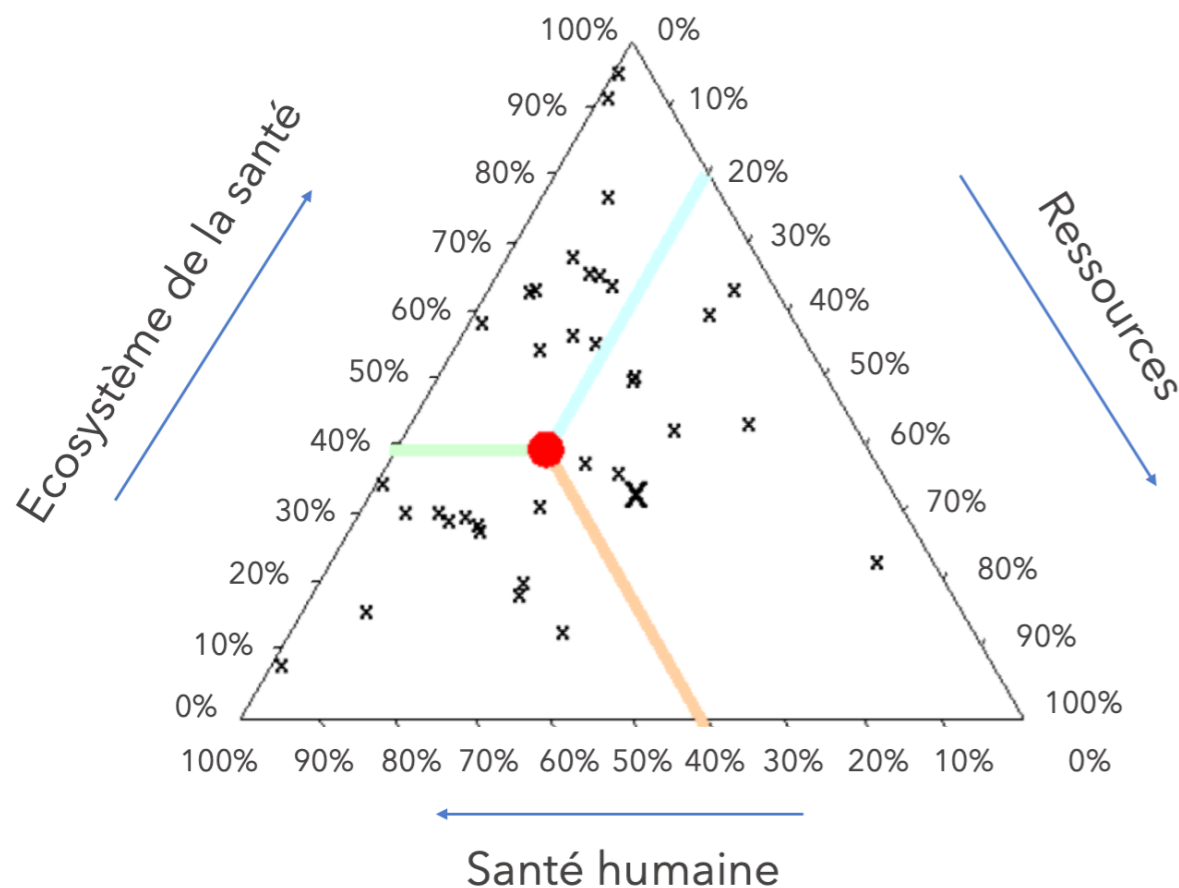


Références : Institute for health Metrics and Evaluation, used with permission, all right reserved, Oxford Economics; ILOSTAT; National Transfer Account Project, WHO, Updated Appendix 3 of the WHO NCD plan 2013-2020, April 2017, « Disease Control priorities 3 (DCP-3): Economic evaluation for health », University of Washington Department of Global Health, 2018;

Comment mesurer la performance des systèmes de santé en Afrique ?

L'efficacité de l'allocation des ressources sanitaires se traduit par la manière dont un système utilise les ressources spécifiques à sa disposition pour améliorer la santé de sa population (figure 2). Ainsi, l'identification des inefficacités est primordiale afin d'atteindre rapidement les objectifs sanitaires.

Le marché des soins de santé qui fait partie de l'écosystème de santé est intrinsèquement sujet à l'inefficacité s'il est laissé à lui-même. Une régulation gouvernementale paraît ainsi nécessaire pour parvenir à une allocation efficace et surtout efficiente des ressources sanitaires.



Au niveau macroéconomique, l'analyse de l'efficacité du secteur de la santé devrait être déterminée par sa contribution marginale au bien-être par rapport aux autres secteurs. En d'autres termes, les experts en économie de la santé et politiciens devraient examiner ensemble si les dépenses de santé ont atteint des niveaux où les dépenses marginales en services médicaux contribuent moins au bien-être que si elles étaient dirigées vers d'autres secteurs tels que le logement, l'éducation ou l'environnement.

Au niveau microéconomique, l'objectif principal des décisions d'allocation des ressources par les gouvernements est celui de maximiser la santé de la population générale à travers la production de la bonne combinaison de résultats. Certes, l'objectif premier d'un système de santé est d'augmenter l'espérance et la qualité de vie de la population générale. Cependant, d'autres objectifs tels que la réduction des disparités d'accès aux soins de qualité, la protection des citoyens contre les conséquences financières de la maladie et surtout l'amélioration de la réactivité des services de santé ne sont pas à sous-estimer pour mesurer l'efficacité d'un système sanitaire.

En outre, les experts en économie de la santé et décideurs politiques doivent veiller ensemble à ce que les résultats évalués représentent des effets directement attribuables aux ressources allouées. Il est essentiel d'isoler et de mesurer la part attribuable de chacune des contributions des différentes politiques de santé engagées en vue d'améliorer l'indice composite de santé d'un pays. Prenons l'exemple des campagnes de vaccinations, celles-ci sont inhérentes au secteur de la santé publique. Ainsi, toute régression observée dans l'épidémiologie d'une ou de plusieurs maladies infectieuses devrait être corrélée au progrès réalisés dans ce secteur et uniquement ce secteur et non à l'ensemble des objectifs de santé préalablement fixés par les gouvernements.

La mesure de l'efficacité peut paraître intimidante durant cet exercice de style, compte-tenu de la multitude des déterminants socio-économiques de la santé, ou encore la détermination d'une limite de production (définie dans le jargon économique par les niveaux maximaux de production pour toute combinaison d'entrants), la prise en compte de l'aspect dynamique (inter-temporel) du système de santé, ou l'attribution de valeurs spécifiques aux résultats. Se surajoute à la complexité de cette évaluation la mesure de l'efficacité de la méthode utilisée dans la prise de décision ainsi que la gestion de l'incertitude. Les décideurs politiques doivent savoir que s'ils n'analysent pas minutieusement, en s'appuyant sur les avis éclairés d'experts en la matière, chacun de ces aspects lors de leurs réunions budgétaires en vue d'allocation des ressources, ces différentes nuances entraveront la réalisation des futurs objectifs sanitaires à l'échelle nationale mais aussi continentale.

D'après les données de l'ONG ACLED qui enregistre et recoupe les faits de violences au niveau international, les violences armées à caractère politique ou terroriste sur le continent africain ont augmenté au cours de l'année 2020 en comparaison à l'année 2019, à la fois en intensité et en nombre victimes humaines. Plus de 37 000 personnes ont été victimes d'explosions de violence au cours d'attaques et d'affrontements perpétrés au cours de l'année 2020, soit un tiers de plus qu'en 2019.

Pour autant ce rapide état des lieux ne peut être interprété comme une forme de diffusion large d'épisodes violents. Ces violences restent localisées, traduisant souvent des velléités régionalistes ou séparatistes. Une quinzaine de pays, de sociétés et d'États africains font face à ces violences armées additionnant à eux plus de 95% des victimes et des attaques sur le continent. Ce groupe de pays fait face à des attaques plus meurtrières chaque année et leurs forces armées sont engagées dans un conflit direct avec des forces sécessionnistes ou des groupes terroristes, parfois dans des situations opérationnelles complexes, qui les empêchent de s'assurer d'une victoire stratégique. Dans certaines régions, autour du lac Tchad, à la frontière du Cameroun, du Nigeria et du Tchad ou dans la bande sahélienne, certains groupes terroristes cherchent à s'assurer une emprise sur les axes de communication et livrer une véritable «stratégie du chaos». Le djihadisme militarisé frappe de plein fouet une dizaine de pays et s'étend même dans des régions auparavant épargnées.

Des crises politiques enkystées

Au cours de l'année 2020, aucune des crises violentes sur le continent n'a connu d'accalmie. Même si la situation en Centrafrique n'a pas dramatiquement dégénéré à l'occasion des élections tenues en fin d'année 2020, la situation n'y est toujours pas stabilisée alors qu'une mission de l'ONU y est déployée depuis 2014. La situation très difficile que connaît la Somalie, fragilisée par une guerre sanglante contre les milices Al Shabab avec l'appui de forces régionales, a connu un très léger repli sans pour autant sortir du cycle de violences qui dure depuis les années 90.

Les conflits séparatistes continuent à traverser le Cameroun depuis 2017, plus particulièrement avec l'exacerbation de la crise dite du Cameroun anglophone entre les indépendantistes de la région du Sud-Ouest et du Nord-Ouest - autodénommée Ambazonie - et les forces militaires gouvernementales. La tenue des élections locales et nationales en février 2020 a constitué un contexte favorable à un regain de violences, les forces gouvernementales cherchent à contrôler la région de manière ferme afin d'étouffer le mouvement indépendantiste. Depuis le début de cette crise plusieurs dizaines de milliers de personnes ont fui les affrontements.

En République Démocratique du Congo, c'est la crise de la région du Kivu qui alimente les décomptes fatals, dans lesquels sont désormais à compter l'Ambassadeur d'Italie et son escorte, tués en février 2021. L'irréductibilité de certains groupes séparatistes ou régionalistes a relancé un cycle de violence armée autant au Nord-Kivu qu'au Sud-Kivu, deux régions riches en minerais, alors mêmes que les rébellions historiques (M23, CNDP) avaient été neutralisées depuis 2016-2017.

Pays	Attaques sur des civils	Actes de terrorisme	Batailles	Nombre de victimes 2020	Nombre de victimes par rapport à 2019
Burundi	405	17	66	317	+30%
Cameroun	572	43	386	1 550	+60%
République Centrafricaine	202	3	123	423	-25%
Éthiopie	161	21	117	3 328	+620%
Égypte	81	280	142	623	-35%
RD Congo	1141	5	1186	5 578	+63%
Kenya	105	10	71	234	+5%
Libye	56	706	340	1491	+134%
Burkina Faso	331	76	234	2 295	+30%
Mali	435	134	424	2 826	+60%
Mozambique	377	26	133	1773	+179%
Niger	256	38	104	1107	+57%
Ouganda	196	1	72	159	+150%
Tchad	40	11	58	726	+33%
Somalie	450	554	1402	3 132	-20%
Soudan	250	7	146	923	+94%
Soudan du Sud	402	10	382	2 364	+65%

En novembre 2020, une crise politique sur fond de dissensions séparatistes a dégénéré en une crise militaire violente dans la région du Tigré au Nord de l'Éthiopie, qui a mis aux prises les forces gouvernementales fédérales avec des forces armées mobilisées par le gouvernement régional du Tigré, une région dont le leadership politique à base ethnique a mené un processus séparatiste. La crise a conduit à des affrontements directs d'ampleur entre l'armée et les milices tigréennes. Pour autant la crise du Tigré, zone frontalière de l'Érythrée, pays issu d'une sécession violente avec l'Éthiopie en 1990 et qui entretient des rapports difficiles avec son voisin malgré les accords de paix signés en 2018, n'a pas dégénéré en conflit régional attestant de la solidité de la paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Cette crise constitue toutefois un sérieux avertissement pour la stabilité de l'Éthiopie dont une grande partie de l'armée fédérale est stationnée dans cette province, de 6 millions d'habitants, dont beaucoup semblent avoir de la sympathie pour les visées séparatistes de leur gouvernement régional.

Enfin, des rivalités politiques et une répression dure ont conduit à une résurgence des violences armées en Ouganda. Le Burundi a connu également quelques instances de violence politique entre les forces du régime et les groupes politiques armés (RED tabara, FNL). Au Soudan, le conflit du Darfour a repris à intensité moyenne tandis que des rivalités opposent toujours différentes factions armées pour le contrôle du pouvoir au Sud Soudan.

Le défi djihadiste sur le continent

Le phénomène djihadiste militarisé a incontestablement gagné du terrain depuis une décennie en Afrique de l'Ouest, au Sahel, autour du lac Tchad, dans la corne de l'Afrique et désormais en Afrique de l'Est, à la frontière entre le Mozambique et la Tanzanie. Peu médiatisée, une crise armée violente secoue en effet depuis 2017 la province de Cabo Delgado, située au Nord du Mozambique, à la frontière de la Tanzanie et à proximité des Comores, une région stratégique pour l'exploitation gazière, principal produit d'exportation du Mozambique. Le groupe islamiste armé Ansar-el-sunna sème la terreur en utilisant des attaques sur les populations civiles et sur les forces gouvernementales pour semer le chaos, l'armée mozambicaine se révélant incapable de maîtriser la situation. Plus de 560 000 personnes ont fui la région selon l'ONU.

Au Sahel, l'intervention internationale et le G5-Sahel évoluent dans un environnement complexe dans lequel les soldats internationaux sont de plus en plus exposés sur fond d'affaiblissement du régime malien, qui a conduit à la prise de pouvoir par l'armée dans la nuit du 18 au 19 août 2020. La crise djihadiste a atteint depuis plusieurs années le Burkina Faso voisin avec une imbrication des logiques économiques et sociales, des rivalités d'usage entre agriculteurs et pasteurs et des logiques ethniques avec une militarisation des communautés ce qui a abouti à l'augmentation importante du nombre de victimes de violence.

Au Sinaï, l'armée égyptienne est toujours aux prises avec des milices djihadistes tandis que le Tchad, le Cameroun et le Nigeria coordonnent leurs efforts contre le groupe Boko Haram dans une guerre couteuse en ressources et en victimes civiles.

Violences armées et impact sur la stabilité

A travers les indicateurs de mesure de la violence armée sur le continent et dans une perspective d'observation sur plusieurs années, il est possible de constater le lien étroit entre les questions de développement et la question de la stabilité politique sur le continent. Les crises de modèles de développement, les questions du partage ou de l'accaparement des ressources sont particulièrement importantes notamment dans une poignée de régions africaines riches en ressources (le Darfour, le Kivu, Cabo Delgado...) et même des zones moins dotées de ressources minières mais où les enjeux fonciers ou hydriques sont importants (Mali, Burkina Faso). La question de l'autochtonie ou des identités communautaires ou ethniques renforce les dynamiques de violence armée jusqu'à produire des crises complexes, protéiformes sur lesquelles peuvent se greffer des extrémismes violents. Pour autant, il est possible d'observer dans de nombreux des pays touchés par ces spirales de la violence que des zones entières de ces pays restent intactes de toute trace de violence et continuent même à générer certains îlots de prospérité et de stabilité sur lesquels il est possible de rebâtir des dynamiques vertueuses. Certains exemples sur le continent comme la Sierra Leone, le Liberia, le Rwanda tendent à prouver que la violence n'est pas une fatalité en Afrique et que des processus de reconstruction sont toujours possibles. Cependant, les violences transnationales et les acteurs terroristes militarisés poseront un défi d'envergure pour la stabilité du continent, dont la réponse coordonnée donnerait un signal positif supplémentaire sur les capacités de l'Afrique à trouver en elle-même des solutions.

PAR L'ÉQUIPE D'ANALYSE DE L'INSTITUT AMADEUS

OLIVIER DEAU
YASSINE HERZENI
AVEC LE PROF. JOSÉ COFFIE NGUESSAN

Les pays africains profitent depuis quinze ans de cycles favorables sur les matières premières et de l'augmentation de leurs marges de manœuvres budgétaires pour financer leurs infrastructures et leurs projets de développement à travers un investissement public en expansion. La crise économique consécutive à la pandémie mondiale de la COVID-19 a eu un impact sur les marges budgétaires des pays africains. A-t-elle mis sous tension les financements internationaux indispensables à ces programmes de développement ?

Malgré la forte croissance économique des pays du continent ces dernières années, nombre d'entre eux sont restés très dépendants aux recettes douanières et aux royalties perçues de l'exploitation des ressources minières et minérales de leur pays. Pour faire face aux besoins en investissements, les Etats africains ont diversifié ces dernières années les sources de financements. Auparavant financés largement par des donneurs bilatéraux et multilatéraux issus des pays de l'OCDE, souvent à des taux concessionnels (faibles), les pays africains ont diversifié les partenaires internationaux avec l'émergence de nouveaux prêteurs comme la Chine. Ils se sont aussi tournés vers les marchés de capitaux internationaux privés («emerging capital markets»).

Entre 2010 et 2020, la moyenne de l'endettement des Etats africains est passée de 35% à 62%. Pour autant ce ratio n'a pas de sens par lui seul, il faut avant tout apprécier la soutenabilité de cette dette, la dynamique des recettes de l'Etat et le taux d'intérêt payé sur l'emprunt. En deuxième lieu il faut également apprécier l'extraversion de l'économie du pays et la stabilité de sa monnaie pour estimer le risque.

Le retour de la dette (de l'endettement) en Afrique existe bel et bien, pour autant est-ce un retour du risque souverain, c'est à dire le risque de défaut d'un pays ? Le débat est posé au sein des pays africains et au sein des instances internationales qui l'a abordé dès avril 2020 au sein du «G20 finances», sur une initiative de l'Union Africaine. Un moratoire sur la dette de 40 pays africains a été décidé auquel la Chine s'est associée afin de donner de la visibilité aux finances des pays africains dans une période d'incertitudes économiques. L'accès au marché des capitaux dans de bonnes conditions est devenu en effet indispensable pour financer les budgets d'investissements et sociaux.

Le recours croissant à l'endettement privé : Quand les eurobonds financent les Etats africains

A la fin des années 90 les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (FMI, Banque Mondiale) détenaient plus de 90% de la dette des pays en développement. Les marchés privés internationaux, réputés plus risqués offraient des taux trop élevés pour les levées de fonds des pays africains. Aujourd'hui, on estime que 30% de la dette des pays africains

pourraient être de la dette privée, librement échangeables sur les marchés de capitaux. Hormis la Tunisie, le Maroc ou l'Afrique du Sud, peu de pays sortaient sur le marché international avant le début des années 2000. Depuis, un nombre croissant de pays du continent y ont désormais recours à travers l'émission d'obligations «eurobonds», et parmi eux y compris des pays à revenus faibles. Plus d'une quinzaine de pays africains ont ainsi eu recours à ce type de financement depuis 2007 avec une accélération des levées ces cinq dernières années tant en volume qu'en nombre d'émetteurs. Les liquidités abondantes sur le marché des capitaux, les taux bas aux États-Unis et en Europe et la croissance économique robuste des pays africains ont permis à ces pays de réussir leurs levées des fonds sur le marché avec des taux intéressants. Par exemple, la dernière émission record du Ghana en février 2020 pour plus de 3 milliards de USD à des taux de 5,75% pour des maturités de 7 ans ou encore le taux record à 1,5% obtenu par le Maroc pour sa levée de 1,1 milliard USD en novembre 2019. Aboutissement d'années de forte croissance économique et de solidité budgétaire retrouvée, l'accès pour les pays africains aux marchés de capitaux internationaux constitue un acquis précieux, malgré une «surprime de risque» évidente et des ratings des agences de notation encore sévères. Sur le continent, seuls le Maroc et le Botswana ont été en capacité de maintenir un niveau de notation «investment grade» jusqu'en 2020, ce qui permet à des fonds d'investissement plus importants de se porter acquéreurs de leurs obligations et de baisser les taux d'emprunts. L'Afrique du Sud et la Namibie ont elles étaient déclassées en 2018.

La levée sur le marché international à travers l'instrument des «eurobonds» permet d'éviter les conditionnalités «politiques», toutefois le risque encouru sur les marchés internationaux de capitaux privés est de payer plus cher et en monnaie étrangère, ce qui en cas de dévaluation ou de perte de revenus d'exportations rend le remboursement compliqué. Les arbitrages peuvent également devenir plus complexes avec les créanciers en cas de difficultés, illustrées par les douloureuses négociations d'un Etat comme l'Argentine en 2016, condamné par les tribunaux à des immobilisations et saisies d'actifs et contraint de régler des fortunes auprès de ses créanciers privés qui ont systématiquement refusé les compromis de rééchelonnement négocié par le FMI et les bailleurs bilatéraux. L'accès aux marchés internationaux va de pair avec une réputation de l'emprunteur et ses fondamentaux économiques.

Les sorties sur le marché des capitaux en monnaie étrangère supposent donc de s'assurer de pouvoir soutenir un taux de change favorable avec la monnaie étrangère utilisée sur le moyen terme, au moyen à l'horizon de l'échéance de maturité des obligations émises ou le cas échéant de s'assurer des recettes en devises suffisantes. En deuxième lieu, il convient pour l'Etat de se prémunir par des dispositions juridiques des comportements d'acquéreurs rétifs à toute renégociation, par exemple des fonds de pension rachetant les obligations sur le marché secondaire et exigeant le paiement en dépit des difficultés financières du pays. Depuis quelques années, les Etats se prémunissent d'ailleurs du risque de faire face à ces fonds «vautours» par des clauses de souscription de leurs eurobonds, obligeant les souscripteurs minoritaires à appliquer les conditions d'un rééchelonnement accepté par la majorité des détenteurs de l'obligation (dites clauses «CAC»).

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Afrique du Sud				2000			4000	2000	2000	5000	
Angola						1500			3500		
Benin							600				
Cameroun						1200					
Côte d'Ivoire	2300				750	1000			2100	2000	
Égypte						1500	4000	3000	6500	6000	5000
Éthiopie							1000				
Gabon				1500							1000
Ghana				1000	1000	1000			2000		3000
Kenya					2200				2100		
Maroc					1000	1000				1100	4000
Nigeria		500	500					5000	5300		
Mozambique				500			727				
Rwanda				400							
Sénégal		500			500			1100	2200		
Tanzanie			500	600							
Tunisie					500	1000	500	1000		600	
Zambie			750		1000		1200				

Tableau 1 - Montant des émissions obligataires en devises sur les marchés internationaux pour les pays africains depuis 2010 (millions de USD)

Source : Recompilation des données publiques sur les dettes publiques émises sur les marchés internationaux par l'équipe de l'institut Amadeus

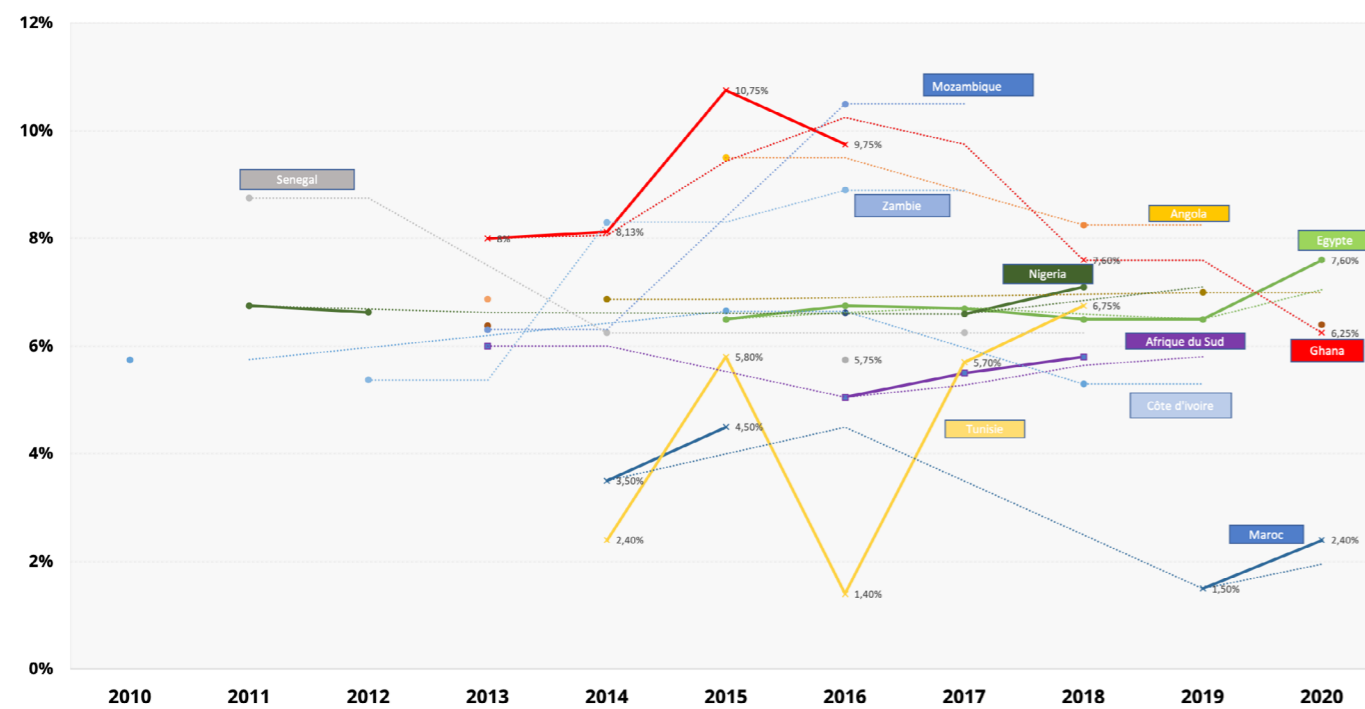
Encadré tableau 1. Le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud sont les plus gros emprunteurs sur les marchés financiers ce qui a fondamentalement modifié la structure de leur dette extérieure auparavant détenue par la Banque mondiale ou les financeurs multilatéraux. Fin 2019, la dette externe du Nigeria était détenue à 40% par les marchés financiers contre 10% en 2013. Les obligations sont généralement émises par coupons de maturité différente de 5, 7, 10 ou 12ans. Néanmoins, certains Etats ont réussi à rallonger les maturités pour des périodes plus longues, jusqu'à 30 ans (ex. Egypte) à des taux supérieurs.

Faut-il craindre un risque accru de défaut en 2021 ?

Tout défaut d'un pays auprès des marchés financiers s'ensuit de l'augmentation de sa prime de risque et du taux d'intérêt auquel il peut emprunter. Les Seychelles, en défaut en 2007 ou le Mozambique, en défaut sur son obligation de 2013, avaient été sanctionnés par les marchés. Le Mozambique avait pu s'en sortir en liant directement les recettes d'exploitation des ressources pétrolières découvertes avec le remboursement d'une nouvelle obligation renchérie. De même, toute difficulté macro-économique ou conjoncturelle s'aggrave considérablement par l'augmentation des taux d'intérêt, comme le cas du Ghana jusqu'en 2017, qui a vu son taux à 10 ans atteindre les 10% en 2016. Il est donc vital pour les pays africains de pouvoir maintenir leur accès aux marchés, dans un contexte où ceux-ci ont connu un retournement au printemps 2020 avant de se stabiliser, preuve en est les émissions de l'Égypte (mai 2020), du Maroc (septembre et décembre 2020).

Les échéanciers de remboursement pour certains Etats emprunteurs pourraient cependant être problématiques dans une perspective de pertes de recettes sur les hydrocarbures en 2020. Des Etats exportateurs comme le Nigeria, le Gabon ou le Ghana pourraient faire face à des difficultés. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire auront également à faire face à des échéances importantes d'ici 2024-25. Le taux des émissions de la Zambie a bondi de plus de 50% sur les marchés, signifiant que les investisseurs jugent le risque de défaut en hausse voire très probable.

L'Égypte, premier pays africain à sortir sur le marché des euro-obligations en 2020 couvre près d'un tiers de ses besoins de financement sur les marchés, et a réussi une émission obligataire de 5 milliards de USD à des taux relativement satisfaisants bien qu'en hausse (graphique 1).



Graphique 1 - Taux des émissions à 10 ans pour les principaux émetteurs d'euro-bonds en Afrique
Source : Recompilation des données publiques sur les dettes par l'équipe de l'Institut Amadeus

Encadré graphique 1. Moins le risque est grand, plus le taux est faible. Ainsi l'emprunteur le moins risqué pour les marchés est le Maroc qui, avec un taux de 1,5% (2019), affiche des niveaux seulement atteints par la Tunisie en 2016 dont l'emprunt avait été garanti par les États-Unis. Sur ce graphique seuls les taux à 10 ans (chaque bond a différentes tranches de maturité) ont été représentés. Les lignes en pointillés affichent les moyennes mobiles théoriques des taux sur deux périodes discontinues pour des pays qui n'empruntent pas chaque année sur les marchés. Les lignes continues représentent les pays emprunteurs réguliers.

Une vulnérabilité au choc sur le commerce international qui pourrait affecter la soutenabilité de la dette de certains pays africains

De nombreux pays africains disposent encore de marges de manœuvre strictement budgétaires afin de faire face à la contraction de l'économie mondiale de 2020. Les niveaux d'investissement public dans la plupart des pays d'Afrique sont assez hauts si bien que de nombreux ministres des Finances ont procédé à quelques coupes. Le scénario d'une reprise soutenue de la demande internationale et de redémarrage de la production industrielle chinoise, demandeuse en matières premières du continent, a également desserré légèrement les contraintes pour les finances publiques. Néanmoins, la demande globale aura chuté et tardera à retrouver ses niveaux d'avant la crise. Aussi la vulnérabilité de chaque pays sera à mesurer selon le rapport entre sa charge de la dette et le niveau de ses exportations.

1 - Les pays pétroliers et peu diversifiés seront les plus touchés par le choc sur le commerce international

Dans le cas d'un certain nombre de pays peu diversifiés et très dépendants de l'exportation de pétrole ou de gaz, les effets sur les finances publiques seront multipliés, d'autant plus que la base fiscale de ces pays n'est pas assez large. La soutenabilité de moyen terme de la charge de la dette que nous pouvons schématiser par un rapport entre charge de la dette/exportations se dégrade à mesure que les recettes douanières ou royautés se réduiront.

	Charge de la dette sur export **	Dettes sur PIB **	Commerce international en % PIB **	Prévalence des 2 premiers produits d'export
Angola	22,0%	89,00	54,4	98%
Burundi	14,0%	58,44	31,6	49%
Cameroun	10,0%	33,83	25,1	44%
République Centrafricaine	Nd	49,94	nd	52%
Tchad	Nd	48,30	43,4	93%
Congo	4,0%	87,84	119,9	83%
Côte d'Ivoire	17,0%	53,21	51,7	48%
Djibouti	50,0%	47,97	49,4	23%
Égypte	15,0%	92,65	39,7	23%
Guinée Équatoriale	Nd	43,26	61,6	88%
Érythrée	Nd	174,31	52,9	79%
Éthiopie	20,0%	61,04	21,3	38%
Gabon	7,0%	60,66	55,5	84%
Gambie	15,0%	86,55	43,5	17%
Ghana	9,0%	59,29	42,1	58%
Kenya	22,0%	60,15	26,6	36%
Libye	Nd	142,71	69,8	92%
Mauritanie	13,0%	82,95	84	46%
Maurice	23,0%	67,44	56,5	22%
Maroc	9,0%	64,96	67,6	18%
Mozambique	13,0%	99,84	82,9	25%
Niger	8,5%	53,84	41,3	48%
Nigeria	8,2%	24,80	25,8	95%
Rwanda	12,4%	40,66	38,9	22%
Sénégal	12,0%	61,55	46,9	20%
Seychelles	Nd	56,92	116,8	80%
Sierra Leone	7,0%	62,99	56,4	56%
Afrique du Sud	20,0%	56,71	56,50	15%
Tanzanie	8,5%	37,29	22	41%
Tunisie	14,0%	77,01	95,9	18%
Ouganda	12,2%	41,37	35,2	28%
Zambie	14,6%	78,11	69,3	80%
Zimbabwe	12,0%	37,06	27,8	61%

Tableau 2 - Vulnérabilité différenciée des pays africains au repli du commerce international

** compilations statistiques, 2019, FMI, CNUCED, Banque Mondiale

2 - Le retour du risque de change dans certains pays?

Les pertes de recettes en devises dues à la chute des cours du pétrole ou au tourisme pourraient également affecter les taux de change des monnaies particulièrement pour les pays dont les réserves de change sont les moins importantes. A cet égard, les pays couverts par la zone Franc (14 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest et les Comores) bénéficieront de la garantie du Trésor français pour le maintien du niveau de change et la parité par rapport à l'euro. D'autres pays, dont les réserves de change sont structurellement plus en difficulté, pourraient procéder à des ajustements de leur niveau de la monnaie. L'Éthiopie, le Kenya, la Tunisie, la Zambie ou le Zimbabwe affichaient en 2019 des réserves de change sous tension. Le Ghana qui a levé 3 milliards de USD en février 2020 sur les marchés échapperait à un scénario de dévaluation, mais les autres pays non pétroliers à revenu faible ou intermédiaire restent sous pression. Les pays pétroliers ayant constitué d'immenses fonds de réserves et compensation (Libye, Algérie, Angola ou le Nigeria) devront arbitrer dans l'utilisation de leurs fonds souverains dans un environnement dégradé par la faiblesse des cours depuis 2014.

Réserves de change exprimées en mois d'importation	
Pays pétroliers	
Algérie	16,0
Angola	5,4
Libye	40,0
Nigeria	5,8
Pays non pétroliers	
Burundi	0,9
Éthiopie	2,4
Ghana*	2,7
Kenya	3,0
Malawi	2,9
Mauritanie	3,3
Mozambique	3,5
Seychelles	3,2
Sierra Leone	3,5
Tunisie	2,6
Zambie	1,8
Zimbabwe	0,4

Tableau 3 - Réserves de change en mois d'importation. Données Banque Mondiale, début 2020.

En cas de dévaluation, les effets classiques de renchérissement des importations impacteront les classes moyennes émergentes, dont les revenus sont en monnaie locale, sans pour autant permettre dans le moyen terme une attractivité nouvelle pour l'installation de capacités de production industrielle dans le contexte d'une crise économique située au niveau de la demande. Par ailleurs, certains pays comme le Zimbabwe sont dans l'incapacité de recourir à un emprunt en devises sur le marché pour constituer des réserves et n'ont désormais plus de maîtrise du cours de leur monnaie. Enfin, les actifs et les dettes souveraines détenues en monnaie locale pourraient se déprécier. Le risque de change pourrait ainsi devenir un handicap sérieux dans les bilans bancaires et pour les détenteurs de titres de dettes en monnaie locale.

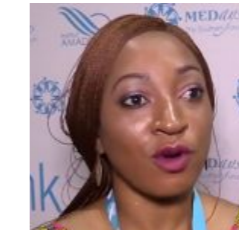
L'Afrique ne saurait connaître une «nouvelle décennie perdue» pour son développement. L'articulation entre garanties de bailleurs internationaux sur certains prêts, le développement des marchés intérieurs et régionaux pour diversifier et intégrer plus de population dans les cycles de croissance économique, ainsi que la reconfiguration évolutive de la fiscalité dans de nombreux pays sont des pistes de travail qui permettront structurellement de changer la donne sur le rythme et la stabilité du développement du continent. Au-delà de ces pistes, des solutions africaines peuvent émerger notamment la diversification des outils de financement et refinancement au sein même des secteurs financiers du continent ou encore un fonds africain de garantie et de stabilité, qui permettraient au continent de prendre un contrôle plus affirmé de sa problématique de financement.

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE



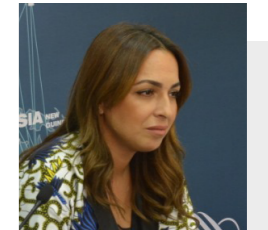
DR. KAOUTHAR LBIATI

Vice-Présidente en Stratégie et développement chez Cytovia therapeutics (MA, USA),
Experte en Politiques Internationales et Economie de la sante (LSE alumni)
Membre et conseillère auprès de l'Institut Marocain d'Intelligence Stratégique



DR. THERESE AZENG

Professeur au département d'analyse d'économie politique à l'université de Yaoundé



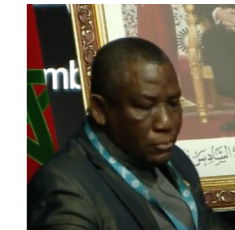
MME. SANAË LAHLOU

Directrice pour l'Afrique du cabinet Mazars Maroc - Casablanca -



DR. COFFIE FRANCIS JOSÉ N'GUESSAN

Directeur Adjoint Chargé de la Recherche du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES).
Économiste, Maître-Assistant à l'Université Félix Houphouët-Boigny.



DR. JOSEPH ADELEGAN

Professeur en sciences environnementales, Fondateur et Président du Réseau mondial pour l'environnement et de recherche sur le développement économique - Abuja -

SOUS LA DIRECTION DE :

BRAHIM FASSI FIHRI
PRÉSIDENT FONDATEUR DE L'INSTITUT AMADEUS

COORDINATEUR GÉNÉRAL :

OLIVIER DEAU

AUTEURS

DR. KAOUTHAR LBIATI
DR. THERESE AZENG
DR. COFFIE FRANCIS JOSÉ N'GUESSAN
YASSINE HERZENNI
MINHAJ BENCHERIF

ÉQUIPE SUPPORT :

FATIHA OTMANE
IMANE ISSELMANE
AMINA JANAH
SIMPARA MAHAMADOU
ANAS FALA

RÉALISATION GRAPHIQUE :

REDA JAALI



CASABLANCA FINANCE CITY
القطب المالي للدار البيضاء



INSTITUT AMADEUS

6 Rue Annassime,
Secteur 9, Bloc 1, Hay Riad
Rabat - Maroc

Tél. : +212 (0) 537 71 42 34
Fax : +212 (0) 537 57 11 83

E-mail : contact@amadeusonline.org
www.institutamadeus.com



CASABLANCA FINANCE CITY
القطب المالي للدار البيضاء

CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY

Tour CFC, Lot 57,
Quartier Casa-Anfa, Hay Hassani
Casablanca - Maroc

Tél. : +212 529 05 62 34

E-mail : contact@cfca.ma
www.casablancafinancecity.com